By Lodj
week
NOV 08 | 26



TRUMP SANS MAJORITÉ

DEUX ANS POUR GOUVERNER, BLOQUER OU NÉGOCIER ?

BREAKING NEWS

Vœux de L'ODJ Média à l'occasion du 51e anniversaire de la Marche Verte

DOSSIER SPÉCIAL

élections de mi-mandat aux États-Unis

www.lodj.ma

N°: 146 SEMAINE: 2

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

04 ÉDITO D'OUVERTURE

22 BREAKING NEWS

34 CULTURE HEBDO

38 LIFESTYLE HEBDO

42 DIGITAL HEBDO

48 AUTO-MOTO HEBDO

52 SANTE HEBDO

Imprimerie Arrissala

LODJ IWEEK

146

NOVEMBRE | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSI
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN
DIRECTEUR DIGITAL & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : NISRINE JAOUADI - BASMA BERRADA - MAMOUNE ACHARKI - SALMA LABTAR - SALMA CHMANTI HOUARI
CHRONIQUES VIDÉO - AVATAR : SOUKAINA BENSAID - CHAYMAE ABDALLAOUI
SOCIAL MEDIA TEAM : NADA DAHANE - OUMNIA LABRITI
STUDIO TEAM : WAFAE SNINA - OUSSAMA MOUKAFI - WAHIBA MAHFOUDI
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
WEBDESIGNER / COUVERTURE, ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur :
www.pressplus.ma


LODj
MÉDIA
LODj
24 Web TV+
MAROC
AFRIQUE
MONDE
LA web TV 24H/7J
marocaine des générations
X, Y & Z !
L'INFO AUTREMENT !
LODj 24 Web TV+
EN DIRECT
Actualité
Décryptages
Interviews
Débats
Culture
Société
LIVE STREAMING 24H/24 • 7J/7
SUIVEZ-NOUS SUR
Facebook
Instagram
TikTok
YouTube
Kick
Twitch
SCANEZ ET REGARDEZ MAINTENANT !
Sur notre site
www.lodj.ma/tv
Sur tous vos écrans
PC, mobile, tablette
En direct
et en replay

EDITO

TRUMP SANS MAJORITÉ : DEUX ANS POUR GOUVERNER, BLOQUER... OU NÉGOCIER

Si les démocrates confirment leur victoire à la Chambre et au Sénat, que pourra encore faire le président américain jusqu'en janvier 2029 ?



Donald Trump conserverait des pouvoirs considérables : diriger l'administration, prendre certaines décisions par décret, conduire la diplomatie et opposer son veto aux lois. Mais il lui deviendrait beaucoup plus difficile de faire adopter son programme, de financer de nouvelles priorités et de faire confirmer ses nominations. Une majorité démocrate pourrait aussi enquêter sur son administration. Le président resterait puissant ; il devrait désormais compter avec un Congrès décidé à exercer pleinement ses prérogatives

Si les résultats se confirment, Donald Trump découvrira une nouvelle géographie du pouvoir : toujours la Maison-Blanche, toujours les caméras, toujours la capacité de provoquer une secousse mondiale en quelques phrases. Mais, à l'autre bout de Pennsylvania Avenue, un Congrès susceptible de lui répondre non.

Précisons les termes : le Congrès américain comprend la Chambre des représentants et le Sénat. Perdre les deux chambres ne signifie donc pas perdre la présidence. Cela signifie devoir exercer ses fonctions face à une opposition qui contrôlerait le pouvoir législatif.

Et le changement ne serait pas immédiat : les nouveaux élus prendraient leurs fonctions le 3 janvier 2027. Jusqu'à cette date, le Congrès sortant conserverait ses compétences.

Il pourrait encore gouverner par décrets, dans certaines limites

C'est probablement le premier réflexe auquel on pense : privé de majorité, Trump pourrait multiplier les décrets présidentiels.

Il conserverait effectivement la direction de l'exécutif. Il pourrait donner des instructions aux administrations, modifier certaines priorités et engager des changements réglementaires en respectant les procédures applicables.

Mais un décret n'est pas une baguette magique. Il doit reposer sur une compétence constitutionnelle ou une autorisation légale. Il ne permet pas de supprimer une loi par simple signature, ni de s'attribuer librement des crédits refusés par le Congrès. Ses décisions pourraient être contestées devant les tribunaux.

Sur l'immigration, l'énergie ou l'environnement, sa marge dépendrait donc des textes existants, des moyens disponibles et des décisions judiciaires. Il pourrait continuer à agir. Il ne pourrait pas transformer chaque promesse en mesure applicable par la seule volonté présidentielle.

By Lodj

Son programme législatif rencontrerait un véritable verrou

Une grande réforme fiscale, une modification profonde des dispositifs sociaux ou une nouvelle politique nécessitant une loi devraient passer par les deux chambres.

Avec des majorités démocrates, Trump devrait convaincre des élus de l'opposition, accepter des compromis ou renoncer à certaines dispositions. Le Congrès possède le pouvoir de légiférer ; le président ne peut pas lui substituer son propre texte.

Cela ne rendrait pas tout accord impossible. Des convergences pourraient apparaître sur certains investissements, des enjeux industriels ou des mesures ciblées. Mais leur contenu devrait être négocié.

La différence serait concrète : annoncer une réforme resterait facile. La faire adopter deviendrait une autre affaire.



Il garderait une arme majeure : le veto

Les démocrates ne pourraient pas davantage gouverner seuls depuis le Capitole.

Trump pourrait refuser de promulguer leurs textes en opposant son veto. Pour passer outre, il faudrait réunir une majorité des deux tiers dans chacune des deux chambres. Une simple victoire électorale démocrate ne garantirait donc pas la capacité d'imposer des lois au président.

Le rapport de force pourrait devenir réciproque : les démocrates bloqueraient ses projets ; il bloquerait les leurs.

Même au Sénat, disposer d'une majorité ne suffit pas toujours pour faire avancer les lois ordinaires : selon les règles actuelles, clore un débat face à une obstruction nécessite généralement soixante voix, avec des exceptions.

Voilà pourquoi le nombre exact de sièges compterait autant que la couleur politique des chambres.

Le budget deviendrait le rendez-vous de toutes les tensions

Un président peut donner une orientation. Encore faut-il financer son application.

Le Congrès contrôle les crédits fédéraux. Une majorité démocrate pourrait contester ses demandes, négocier des conditions et défendre d'autres priorités. Mais les textes budgétaires resteraient soumis au processus législatif et au veto présidentiel.

Le risque serait celui de négociations interminables, voire d'une interruption partielle des activités fédérales en cas d'expiration de certains financements sans accord.

Pour les citoyens, ces batailles institutionnelles ont des conséquences très ordinaires : des services perturbés, de l'incertitude et une administration suspendue aux tractations politiques.

Ses nominations pourraient être bloquées

La perte du Sénat serait particulièrement contraignante.

De nombreux hauts responsables, ambassadeurs et juges fédéraux doivent être confirmés par les sénateurs. Si une place se libérait à la Cour suprême, Trump pourrait proposer un candidat ; il ne pourrait pas garantir sa confirmation face à un Sénat hostile.

Il pourrait rechercher des personnalités acceptables pour une partie des démocrates. Mais placer durablement les profils de son choix aux postes concernés deviendrait plus difficile.

Les responsables déjà confirmés ne perdraient toutefois pas automatiquement leur fonction à cause du scrutin.

À l'international, il resterait un acteur central

Trump conserverait une large capacité d'initiative diplomatique. Il pourrait rencontrer des dirigeants, négocier et orienter l'action extérieure de son administration.

Mais les traités soumis à la procédure constitutionnelle exigent l'accord des deux tiers des sénateurs présents. Et une politique étrangère nécessitant de nouveaux financements devrait composer avec le Congrès.

Il resterait aussi commandant en chef des forces armées. Cette fonction ne lui donnerait cependant pas un pouvoir illimité de guerre : le Congrès possède des compétences d'autorisation et de financement, tandis que la législation encadre les engagements militaires, même si son interprétation provoque régulièrement des affrontements entre les pouvoirs.

Il serait davantage contrôlé, sans être automatiquement destitué

Auditions, demandes de documents, enquêtes : les commissions démocrates pourraient examiner de plus près les décisions de l'administration. Leur pouvoir de contrôle deviendrait une pression politique permanente, avec de possibles litiges sur l'accès aux informations.

Quant à une destitution, elle ne découlerait pas automatiquement de la défaite. La Chambre peut voter une mise en accusation ; une condamnation entraînant le départ du président exige ensuite les deux tiers des sénateurs présents.

Trump aurait donc encore deux années de pouvoir réel. Il pourrait choisir les accords ponctuels, l'affrontement permanent ou une combinaison des deux. Il pourrait aussi présenter chaque blocage comme la preuve qu'on l'empêche d'agir.

Mais ce récit rencontrerait désormais une question simple : quand on ne peut plus décider seul, sait-on encore gouverner avec les autres ?



ÉMISSION



LODJ

SPÉCIAL FÊTE DE L'UNITÉ ET MARCHE VERTE : QUAND LE ROYAUME DU MAROC ÉCRIT UN NOUVEAU CHAPITRE DE L'HISTOIRE DE SON INTÉGRITÉ TERRITORIALE

MIDTERMS : LES DÉMOCRATES REPRENNENT LE CONGRÈS ET LE SÉNAT, TRUMP FACE AU CONTRE-POUVOIR

Que pourra encore imposer le président américain après la perte annoncée de ses majorités à la Chambre et au Sénat

Les démocrates remportent le contrôle des deux chambres du Congrès, selon les projections concordantes de plusieurs grands médias et agences de presse. Le décompte se poursuit pour déterminer l'ampleur exacte de leur victoire. Pour Donald Trump, le revers ouvre une nouvelle séquence : à partir de janvier 2027, il devra composer avec une opposition capable de freiner ses projets, de peser sur les budgets et de renforcer le contrôle parlementaire de son administration.

Les Américains n'élisaient pas leur président ce mardi 3 novembre. Ils viennent pourtant de modifier les conditions dans lesquelles Donald Trump exercera la suite de son mandat. Selon Reuters, Associated Press et les projections d'ABC News consultées ce mercredi matin, les démocrates reprennent la Chambre des représentants et le Sénat. Le nombre définitif de sièges reste à établir, mais le basculement annoncé des deux chambres constitue déjà un revers politique majeur pour la Maison-Blanche.



Une élection de mi-mandat possède cette particularité américaine : elle peut laisser le président à son poste tout en lui retirant une partie des moyens politiques de gouverner. Trump conserve donc la présidence. Mais, avec l'installation du nouveau Congrès en janvier 2027, il devra négocier avec une opposition désormais en position de lui demander des comptes.

Une sanction qui dépasse quelques circonscriptions

Les premières annonces dessinent une progression démocrate jusque dans des territoires difficiles pour le parti. Au Sénat, NPR, dans une analyse reprise par Georgia Public Broadcasting, relève notamment des gains en Caroline du Nord, Caroline du Sud, Ohio, Texas, Kansas et Iowa. Leur dispersion géographique donne au résultat une portée nationale.

Il faudra néanmoins attendre des données plus complètes pour mesurer précisément les ressorts de cette victoire. Participation, mobilisation des différentes catégories d'électeurs, qualité des candidatures et enjeux locaux devront être examinés avant de résumer le scrutin à une seule explication.

Les premières analyses font ressortir le poids du coût de la vie et du mécontentement envers l'administration. Les inquiétudes liées à la guerre en Iran, aux droits de douane et à la conduite du pouvoir figurent également parmi les facteurs évoqués par Reuters. Leur importance respective devra être affinée.

Une interprétation politique se dégage toutefois : une partie de l'électorat a voulu renforcer les limites opposées au président. Reste à savoir si elle a surtout voté contre son action ou si elle a aussi adhéré à une offre démocrate. La différence comptera pour la suite.

À Washington, le pouvoir change de rythme

Le contrôle du Congrès donnera aux démocrates des instruments concrets. À la Chambre, ils pourront orienter les travaux parlementaires, peser sur les négociations budgétaires et multiplier les enquêtes sur l'action de l'exécutif. Au Sénat, leur majorité leur permettra également d'intervenir dans l'examen des nominations présidentielles. Reuters anticipe un durcissement du contrôle de l'administration.

Pour autant, le président ne perd pas ses propres leviers. Il conserve notamment la possibilité d'opposer son veto aux textes votés par le Congrès. La nouvelle configuration peut donc produire des compromis, mais aussi des affrontements prolongés.

C'est là que commence la véritable épreuve institutionnelle. Une majorité parlementaire peut obliger le pouvoir à mieux justifier ses décisions. Elle peut également transformer chaque désaccord en bras de fer. La qualité du contre-pouvoir se jugera à sa capacité à contrôler, à proposer et, lorsque cela sera possible, à conclure des accords.



Les démocrates devront faire davantage que s'opposer

La victoire annoncée place aussi les démocrates devant leurs responsabilités. S'ils ont bénéficié de l'insatisfaction des électeurs, ils devront désormais montrer comment ils entendent y répondre.

Le pouvoir d'enquêter ne constitue pas, à lui seul, une politique du pouvoir d'achat. Bloquer une nomination ne règle pas une difficulté quotidienne. Et remporter une majorité parlementaire ne garantit pas une victoire présidentielle deux ans plus tard.

Leur défi sera donc de faire vivre une ligne compréhensible : exercer un contrôle ferme sur l'administration tout en défendant des mesures identifiables. Une opposition devenue majoritaire change de statut. Elle doit rendre compte, elle aussi, de l'usage qu'elle fait du pouvoir reçu.

Garder la tête froide devant les compteurs

Dans cette nuit électorale, les tableaux de résultats ont parfois donné une impression de certitude supérieure à ce qu'ils permettaient réellement d'établir.

Le site Election Enjoyer affichait ainsi 207 sièges démocrates contre 129 républicains, avec une probabilité de majorité démocrate supérieure à 99 %. Ces indications mélangeaient des sièges attribués par l'interface, des courses encore ouvertes et une estimation probabiliste.

Or, le site propose également un simulateur permettant de modifier des paramètres électoraux et de rejouer des scénarios. Sans identification précise du mode utilisé, cette capture ne peut suffire à authentifier les chiffres affichés. Les projections concordantes des agences et des médias constituent ici la base de l'information publiée.

La distinction est essentielle : une probabilité de victoire n'est pas un résultat certifié, et une interface convaincante ne remplace pas une source vérifiée.

Le message politique de ce scrutin est néanmoins assez clair pour être formulé : Donald Trump conserve les clés de la Maison-Blanche, mais les électeurs viennent de renforcer ceux qui pourront lui demander comment il s'en sert.

J.D. VANCE APRÈS LES MIDTERMS : LA RELATION AVEC ISRAËL ENTRE DANS LE BILAN DE LA DÉFAITE

Le vice-président américain reconnaît-il un coût électoral au soutien à Israël, ou prépare-t-il surtout le débat républicain de 2028 ?

Au lendemain des élections américaines de mi-mandat, J.D. Vance a intégré la relation avec Israël à son analyse du revers républicain. Il cite les attentes d'électeurs que son camp souhaite reconquérir. La déclaration constitue un signal politique important, mais les données disponibles ne permettent pas de mesurer le poids spécifique de cette question dans le résultat.

Vance cite quatre attentes, dont une modification de la relation avec Israël

La phrase mérite attention parce qu'elle vient du vice-président des États-Unis. Dans son message publié le 4 novembre 2026 sur X, J.D. Vance rapporte les observations d'un sondeur sur des électeurs ayant soutenu le ticket Trump-Vance en 2024 et envisageant de voter démocrate aux élections de mi-mandat. Parmi les réponses susceptibles de les ramener dans le camp républicain figure une demande de modification de la relation américaine avec Israël.

Trois autres attentes accompagnent cette demande : mettre fin à la guerre contre l'Iran, se concentrer sur le coût de la vie et l'inflation, et donner la priorité aux intérêts américains. Le quatrième point ne peut donc être isolé de l'ensemble. Les préoccupations économiques, le rejet d'un conflit et la politique étrangère se côtoient dans le diagnostic présenté par Vance.



Une distinction méthodologique s'impose cependant. Dans le texte reproduit par la presse, le sondeur cherchait à comprendre ce qui pourrait convaincre ces électeurs de revenir vers les républicains. Il ne s'agit pas d'une enquête après scrutin établissant précisément les motivations des suffrages effectivement exprimés. Le nom du sondeur, la taille de l'échantillon et les résultats chiffrés détaillés ne sont pas fournis dans ce passage.

La prudence n'enlève rien à l'intérêt de la déclaration. Vance choisit de rendre publique cette attente et de l'inclure dans l'examen des erreurs de son camp. C'est une décision politique observable. Elle montre que la relation avec Israël peut désormais être discutée, à ce niveau de responsabilité, sous l'angle de la reconquête électorale.

Elle ne démontre pas, en revanche, que cette question explique à elle seule la défaite. Les données préliminaires d'ABC News donnent une place plus importante à la corruption gouvernementale et au coût de la vie qu'à la guerre en Iran parmi les enjeux jugés cruciaux par les électeurs à la Chambre des représentants. Elles ne mesurent pas directement le poids électoral de la relation avec Israël. abcnews.com

Un signal pour 2028, sans annonce de rupture diplomatique

Que signifie exactement modifier cette relation ? Le message ne définit ni une nouvelle doctrine ni un programme diplomatique détaillé. Il ne permet pas de déterminer si les électeurs évoqués demandent une réduction des aides militaires, des conditions au soutien américain, une distance avec le gouvernement israélien ou davantage de retenue dans les conflits régionaux.

By Lodj

Cette imprécision constitue la limite du propos, mais aussi son potentiel politique. Plusieurs attentes peuvent se retrouver derrière une même formule, sans déboucher sur les mêmes décisions. Une demande de désengagement militaire ne se confond pas nécessairement avec une remise en cause de l'alliance.

Notre lecture est que Vance ouvre surtout une discussion sur la cohérence d'America First : comment défendre la priorité aux intérêts américains lorsque des électeurs estiment que les engagements extérieurs pèsent sur leur sécurité économique ? La réponse peut devenir un terrain de concurrence entre responsables républicains.

La perspective de 2028 donne à cette prise de parole une portée supplémentaire. Associated Press rappelle que Vance avait indiqué vouloir décider après les élections s'il briguerait la présidence. Cela autorise à examiner son message comme un possible positionnement ; cela ne permet pas de présenter une candidature comme acquise.

Pour les lecteurs marocains et arabes, la distinction est essentielle : une évolution du discours américain ne produit pas automatiquement une évolution des décisions. Il faudra observer les propositions, les arbitrages et les votes qui suivront.

Le signal existe néanmoins. Le vice-président inscrit publiquement la relation avec Israël parmi les sujets sur lesquels son camp doit entendre des électeurs perdus. La question entre ainsi dans le bilan politique de la défaite. Reste à savoir si elle deviendra un engagement précis, ou demeurera une formule de reconquête.



TRUMP AFFAIBLI, NETANYAHU EXPOSÉ : L'ALLIANCE À L'ÉPREUVE DES URNES

Après les midterms, Netanyahu a-t-il trop misé sur Trump ? La victoire démocrate au Congrès peut-elle fragiliser le soutien américain au gouvernement israélien ?

La victoire démocrate à la Chambre des représentants et au Sénat modifie les équilibres à Washington. Pour Benjamin Netanyahu, cette alternance parlementaire pourrait compliquer une stratégie fondée sur sa proximité avec Donald Trump. L'alliance entre les États-Unis et Israël demeure, mais ses conditions politiques pourraient devenir plus exigeantes.

Un Congrès démocrate renforce les contre-pouvoirs face à Trump

Les élections américaines du trois novembre ont des conséquences qui dépassent les frontières des États-Unis. Selon les résultats rapportés par les médias américains, les démocrates ont remporté les deux chambres du Congrès, avec des percées au Texas, au Kansas et en Caroline du Sud. Dès janvier deux mille vingt-sept, Donald Trump devra composer avec une majorité parlementaire d'opposition.



Pour Israël, le changement concerne d'abord les interlocuteurs et les procédures. Une Maison-Blanche favorable ne garantit pas, à elle seule, l'adoption de crédits supplémentaires, de textes législatifs ou de certains engagements internationaux. Le nouveau rapport de force donnera aux démocrates davantage de moyens pour examiner les choix présidentiels et demander des comptes.

Il faut cependant éviter une lecture excessive : Trump conserve ses pouvoirs exécutifs. Il pourra toujours proposer des juges, mais leur confirmation dépendra du Sénat. Il gardera également des moyens diplomatiques, notamment la possibilité de conclure certains accords exécutifs sans approbation sénatoriale. En revanche, les traités soumis à la procédure constitutionnelle nécessitent l'accord des deux tiers des sénateurs présents.

La différence est donc concrète : davantage de négociations, des décisions potentiellement ralenties et un contrôle parlementaire renforcé. Les projets impliquant simultanément garanties de sécurité, financements et engagements diplomatiques pourraient devenir plus difficiles à assembler.

Une éventuelle avancée vers une normalisation saoudo-israélienne devra ainsi être examinée selon le contenu précis des engagements américains envisagés. Annoncer son impossibilité serait prématuré. Présumer que la proximité entre Trump et Netanyahu suffira serait tout aussi hasardeux.

Pour Israël, le risque d'une alliance devenue trop partisane

C'est ici que se situe la question centrale : une relation stratégique peut-elle durablement dépendre de l'entente entre deux dirigeants ? Pour Netanyahu, le risque serait de découvrir qu'une proximité personnelle avec le président américain protège moins lorsque les décisions passent par plusieurs centres de pouvoir.

L'hypothèse mérite examen, sans être transformée en verdict. La victoire démocrate ne signifie ni rupture automatique avec Israël, ni hostilité uniforme envers ses citoyens. Critiquer Netanyahu, contester une opération militaire et remettre en cause l'alliance américaine sont des positions différentes. Les confondre empêcherait de comprendre les débats à venir.

Même prudence concernant les républicains. Affirmer qu'ils rendront Netanyahu responsable de leur défaite exige des déclarations précises et une observation de leur évolution. Les tensions électorales peuvent produire des accusations spectaculaires sans déboucher sur une réorientation durable.

Pour le gouvernement israélien, les indicateurs seront les votes budgétaires, les auditions parlementaires et les conditions éventuellement attachées à certains soutiens. Les discours donneront une température politique ; les décisions permettront de mesurer un changement réel.

Un départ de Netanyahu pourrait faciliter certaines relations personnelles. Il ne résoudrait pas mécaniquement les désaccords sur la conduite des guerres, la question palestinienne ou l'emploi des financements américains. Une alternance change les interlocuteurs ; elle ne supprime pas les dossiers.



Le scrutin américain pose finalement une question de méthode diplomatique. Pour préserver une alliance à travers les alternances, il faut entretenir des relations au-delà du pouvoir du moment.

Si Netanyahu a trop concentré sa stratégie sur Trump, le nouveau Congrès pourrait en révéler le coût. La solidité du lien américano-israélien se mesurera désormais à sa capacité à traverser cette nouvelle configuration politique sans dépendre exclusivement de leur entente personnelle.

HIER, INCHALLAH. AUJOURD'HUI, ALHAMDOULILLAH. ET DEMAIN ?

Il y a des soirées électorales qui vous arrachent une petite phrase avant même de vous inspirer une grande analyse. Pour Abdul El-Sayed, nous disions : « إن شاء الله ». Maintenant que sa victoire est annoncée, nous disons : « الحمد لله ». Deux expressions, un sourire, et cette impression que quelque chose vient de bouger dans un paysage politique où l'on finissait par croire certaines portes définitivement verrouillées.

Le démocrate Abdul El-Sayed a remporté l'élection sénatoriale du Michigan face au républicain Mike Rogers, selon l'Associated Press. Fils d'immigrés égyptiens et ancien responsable de santé publique, il deviendra le premier sénateur musulman des États-Unis. Voilà pour le fait. Et voilà, aussi, pourquoi cette victoire résonne bien au-delà des frontières de son État.

Car un bulletin de vote peut parfois voyager très loin. Il reste dans une urne américaine, mais son écho arrive jusque dans nos conversations, nos téléphones, nos groupes familiaux. On se surprend à suivre un scrutin du Michigan avec une attention que certaines réunions de proximité aimeraient bien susciter. La politique possède ce curieux pouvoir : rendre soudain familier un homme dont on ignorait presque tout quelques mois auparavant.

Reconnaissons-le sans nous excuser : voir un prénom arabe entrer dans une institution aussi puissante procure une émotion particulière. Quand tant de discours vous présentent comme un problème, une présence devient un événement. Quand les appartenances servent trop souvent de soupçons, une élection peut desserrer un peu l'étau.

Mais attention au raccourci affectueux : « Il est des nôtres, donc il pense comme nous. » Abdul El-Sayed est un élu américain. Ses électeurs vivent au Michigan. Ils attendent des réponses sur leur santé, leur pouvoir d'achat, leur avenir. Sa campagne a notamment défendu la couverture universelle de santé et la réduction de l'influence de l'argent extérieur dans les élections. C'est aussi sur ces engagements qu'il faudra apprécier son action.

Nous avons parfois une manière généreuse, mais encombrante, d'adopter les réussites des autres. Un scientifique perce : nous retrouvons ses origines. Un sportif triomphe : nous reconstituons son arbre généalogique. Un candidat gagne : nous lui préparons presque une feuille de route diplomatique. La fierté est humaine. Le mandat imaginaire que nous lui ajoutons l'est beaucoup moins.



By Lody



24 ساعة / 24 • 7 أيام / 7 **استمعوا مباشرة**

بث مباشر
وإعادة الاستماع فالوقت لي بغيتي

على جميع أجهزتكم
كمبيوتر، موبايل، تابلت

على موقعنا
LODJ.ma/radio

تابعونا أيضاً على

ديزر · سبوتيفاي · بودكاست غوغل · بودكاست أبل · إنستغرام · فيسبوك

ÉTATS-UNIS : LES AMÉRICAINS VOTENT POUR UN CONGRÈS DÉCISIF POUR LA SUITE DU MANDAT DE TRUMP

Les élections de mi-mandat peuvent-elles modifier l'équilibre du pouvoir à Washington ?

Les électeurs américains sont appelés aux urnes ce mardi 3 novembre 2026 pour renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants et une partie du Sénat. Le scrutin déterminera les rapports de force au Congrès et la capacité de Donald Trump à faire avancer son programme pendant les deux dernières années de sa présidence.

Les États-Unis vivent ce mardi une journée électorale majeure. Deux ans après la présidentielle de 2024, les Américains votent lors des élections de mi-mandat, communément appelées « midterms ». Au total, les 435 sièges de la Chambre des représentants et 35 des 100 sièges du Sénat sont en jeu. Des élections se tiennent également à l'échelle des États et des collectivités locales.

Donald Trump ne se présente pas devant les électeurs. Mais le résultat pèsera directement sur la seconde moitié de son mandat. Pour les républicains, l'objectif est de conserver le contrôle du Congrès. Les démocrates cherchent à reprendre une ou les deux chambres afin de renforcer leur capacité à peser sur les décisions fédérales et à contrôler l'action de l'administration.

Deux chambres, deux batailles électorales

À la Chambre des représentants, les élus disposent d'un mandat de deux ans. Tous les sièges sont donc renouvelés à chaque scrutin fédéral. La majorité absolue se situe à 218 sièges, ce qui donne une importance particulière aux circonscriptions où les deux partis sont au coude-à-coude.

Au Sénat, les mandats durent six ans et le renouvellement s'effectue par tiers. Cette année, les 33 élections ordinaires sont complétées par deux élections partielles, en Floride et dans l'Ohio. Avant le scrutin, les républicains disposent de 53 sièges, contre 47 pour les démocrates et les deux indépendants qui siègent avec eux. Les démocrates doivent donc réaliser un gain net de quatre sièges pour obtenir la majorité.

Les résultats des deux chambres doivent être suivis séparément : chaque circonscription élit son représentant, tandis que chaque État concerné choisit son sénateur. Une victoire dans une assemblée ne garantit donc pas le contrôle de l'autre.



Ce que le résultat peut changer pour Trump

Le contrôle du Congrès est essentiel pour faire adopter les lois et les budgets fédéraux. Une majorité républicaine dans les deux chambres faciliterait la poursuite du programme présidentiel, sans supprimer les négociations internes au parti.

À l'inverse, une victoire démocrate dans une seule chambre suffirait à modifier les conditions de gouvernement. L'opposition pourrait bloquer certains projets, imposer des compromis budgétaires et renforcer le contrôle parlementaire,

By Lody

notamment à travers les commissions et les auditions. Le Sénat joue également un rôle particulier dans la confirmation de nombreuses nominations présidentielles.
Une éventuelle défaite républicaine ne mettrait toutefois pas fin au mandat de Donald Trump. Le scrutin porte sur le pouvoir législatif : il déterminera surtout les soutiens et les contre-pouvoirs auxquels le président devra faire face jusqu'en janvier 2029.

Des résultats qui pourraient prendre plusieurs jours
La journée de mardi constitue l'aboutissement d'un processus déjà engagé : de nombreux électeurs ont pu voter par anticipation ou par correspondance, selon les règles applicables dans leur État.

Les premières tendances sont attendues après la fermeture des bureaux de vote, progressivement dans la soirée américaine, soit dans la nuit de mardi à mercredi au Maroc. Mais elles ne permettront pas nécessairement de connaître immédiatement le contrôle du Congrès.

Selon l'Associated Press, plusieurs jours pourraient être nécessaires pour départager les candidats dans les courses les plus serrées. Le dépouillement des bulletins postaux et les procédures propres à certains États peuvent prolonger l'attente. En 2022, la majorité au Sénat avait été établie quatre jours après le vote, et celle de la Chambre huit jours après.

Au-delà des premières annonces de victoire, l'attention se concentrera donc sur les sièges décisifs. Ce sont eux qui détermineront si Donald Trump conserve un Congrès favorable ou doit composer avec une opposition disposant de nouveaux moyens d'action.



Les sondages donnent l'avantage aux démocrates
À la veille du vote, la moyenne nationale du Silver Bulletin, actualisée le 2 novembre, accordait aux démocrates une avance de 8,9 points dans les intentions de vote pour le Congrès.

Selon Reuters, les enquêtes d'opinion et les analystes indépendants les placent en position favorable pour reprendre la Chambre des représentants, tandis que le contrôle du Sénat demeure incertain.

Une avance nationale ne se traduit toutefois pas automatiquement en majorité de sièges : chaque course se joue localement. La participation et les résultats des circonscriptions les plus disputées diront si cette dynamique démocrate se confirme dans les urnes.

Pourquoi le Sénat est décisif
Le Sénat américain dispose de pouvoirs qui en font un enjeu majeur de ces élections. Comme la Chambre des représentants, il doit approuver les lois et les crédits fédéraux. Une majorité hostile au président peut donc bloquer ses projets ou lui imposer des compromis.

Mais le Sénat possède surtout une prérogative essentielle : confirmer ou rejeter de nombreuses nominations présidentielles, notamment les ministres, les ambassadeurs et les juges fédéraux, y compris ceux de la Cour suprême. Son contrôle permet ainsi de peser sur l'orientation de la justice américaine pendant des décennies, les juges fédéraux étant nommés sans limitation de durée, sous réserve de bonne conduite. Il doit également consentir à la ratification des traités, à la majorité des deux tiers des sénateurs présents.

Enfin, si la Chambre vote la mise en accusation d'un président dans une procédure d'« impeachment », c'est le Sénat qui le juge. Une condamnation entraînant sa destitution exige les deux tiers des sénateurs présents : perdre une majorité électorale ne suffit donc pas à être destitué.

Pour Donald Trump, conserver le Sénat signifie donc préserver sa capacité à faire approuver ses nominations et à façonner durablement les institutions. Le perdre donnerait aux démocrates un levier supplémentaire pour encadrer son action jusqu'à la fin de son mandat.

MIDTERMS 2026 : TRUMP GARDE LA MAISON BLANCHE, LES DÉMOCRATES PRENNENT LE CONGRÈS

Les démocrates reprennent les deux chambres du Congrès américain, selon les projections des médias. Donald Trump devra composer avec une opposition renforcée dès janvier 2027.

Trump face au réveil démocrate

Les démocrates ont remporté le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat à l'issue des élections américaines de mi-mandat du mardi 3 novembre, selon les projections des médias américains.

Ce mercredi 4 novembre, Donald Trump se retrouve face à une opposition qui disposera, dès janvier 2027, de moyens renforcés pour freiner son programme.

À Washington, les règles du jeu viennent de changer. Le président reste à la Maison Blanche, mais son parti perd la maîtrise du Congrès.

Pour ses deux dernières années de mandat, chaque bataille législative s'annonce plus compliquée. Les démocrates, eux, devront transformer leur victoire électorale en résultats concrets.

Midterms américaines : les victoires qui font basculer le Congrès

Au Sénat, plusieurs succès démocrates ont redessiné la carte politique. Dans l'Iowa, Josh Turek a remporté le siège détenu jusque-là par les républicains. Sherrod Brown dans l'Ohio et James Talarico au Texas figurent également parmi les vainqueurs annoncés.

Ces gains permettent aux démocrates de reprendre la majorité dans la chambre haute. Les décomptes restent toutefois évolutifs : les projections précèdent la certification officielle des résultats.

À la Chambre des représentants, les médias américains projettent aussi une majorité démocrate. Le parti retrouve ainsi une capacité décisive à peser sur les textes et les dépenses fédérales.

Les arbitrages budgétaires pourront devenir des moments de négociation particulièrement tendus avec la présidence.

Hakeem Jeffries se rapproche de la présidence de la Chambre

Chef de file des démocrates à la Chambre, Hakeem Jeffries est désormais favori pour devenir Speaker. S'il est élu par les représentants, il sera le premier Afro-Américain à occuper cette fonction



Cette perspective marque un tournant historique, mais son accession au poste nécessite encore un vote.

Donald Trump conserve des pouvoirs, mais devra composer Une majorité au Congrès donne des leviers importants. Les démocrates pourront bloquer des projets de loi, examiner l'action du gouvernement et multiplier les auditions.

Le Sénat dispose aussi d'un rôle central dans la confirmation de nombreuses nominations présidentielles, notamment aux fonctions judiciaires et exécutives.

Le président conserve cependant son droit de veto. Pour faire entrer en vigueur un texte malgré son opposition, il faut réunir une majorité des deux tiers dans chacune des deux chambres.

Une simple majorité démocrate ne suffit donc pas à imposer son programme à la Maison Blanche. Le nouveau rapport de force ouvre surtout une période de négociations, avec un risque de blocage lorsque les camps refusent le compromis.

Washington bouge, Rabat garde un œil

Commerce, diplomatie, décisions économiques : le bras de fer américain mérite aussi d'être suivi depuis le Maroc. Sans annoncer un changement immédiat envers Rabat, cette nouvelle majorité complique la marge de manœuvre de Trump.

Dès janvier, reste à voir si Washington trouvera des compromis ou s'installera dans le blocage.



ABDUL EL-SAYED, PREMIER MUSULMAN ÉLU AU SÉNAT AMÉRICAIN

Que révèle sa victoire dans le Michigan sur la représentation et les attentes sociales des électeurs américains ?

Donné vainqueur face au républicain Mike Rogers dans le Michigan, Abdul El-Sayed devient le premier musulman élu au Sénat américain. Ce médecin progressiste a placé la santé, le coût de la vie et l'influence de l'argent en politique au centre de sa campagne. Son discours de victoire mêle reconnaissance envers ses électeurs et riposte aux attaques identitaires.

Le Michigan envoie Abdul El-Sayed au Sénat, selon les projections des médias américains

Une barrière symbolique vient de tomber dans la politique américaine. Selon les projections rapportées le 4 novembre 2026, le démocrate Abdul El-Sayed a remporté l'élection sénatoriale du Michigan face à Mike Rogers. Il doit succéder au démocrate Gary Peters, qui ne sollicitait pas de nouveau mandat. Cette victoire conserve donc un siège à son parti ; elle ne correspond pas à la conquête d'un siège républicain.

Âgé de quarante-deux ans, cet ancien responsable de santé publique accède à une institution où aucun musulman n'avait encore été élu. La distinction compte : le scrutin concerne le Sénat fédéral, et non une assemblée locale. Son entrée en fonction doit intervenir en janvier 2027.

Dans son discours de victoire, El-Sayed remercie les habitants du Michigan et promet de leur rendre l'énergie et l'ouverture qu'il dit avoir reçues pendant la campagne. Puis vient une adresse à Donald Trump, qui avait tourné son nom en dérision : « Vous pourrez simplement m'appeler sénateur », lance-t-il, selon les propos rapportés par Anadolu, traduits ici de l'anglais. La réplique transforme une attaque personnelle en affirmation de légitimité démocratique.

Son parcours aide à comprendre cette assurance. Né et élevé dans le sud-est du Michigan, fils d'un immigré égyptien, El-Sayed a étudié à l'université du Michigan, puis obtenu un diplôme de médecine à Columbia et un doctorat à Oxford. Ces éléments figurent dans sa biographie de campagne, une source directe qui présente naturellement son parcours sous un jour favorable.

La santé et le coût de la vie donnent sa portée politique à cette première

La dimension historique de l'élection attirera les regards. Son contenu politique mérite autant d'attention. El-Sayed a défendu une couverture santé universelle à payeur unique et une réduction de l'influence des intérêts financiers dans les élections. Le compte rendu de NPR, repris par WUNC, décrit une campagne mobilisant notamment les jeunes et des électeurs peu assidus autour du coût de la vie et de la corruption.

Cette articulation constitue l'intérêt du scrutin : un candidat exposé à des attaques sur sa religion a aussi cherché à convaincre sur des préoccupations quotidiennes. Pour un lecteur marocain, sa victoire invite ainsi à regarder la diversité des trajectoires arabo-américaines, sans confondre origine familiale, pratique religieuse et programme électoral.

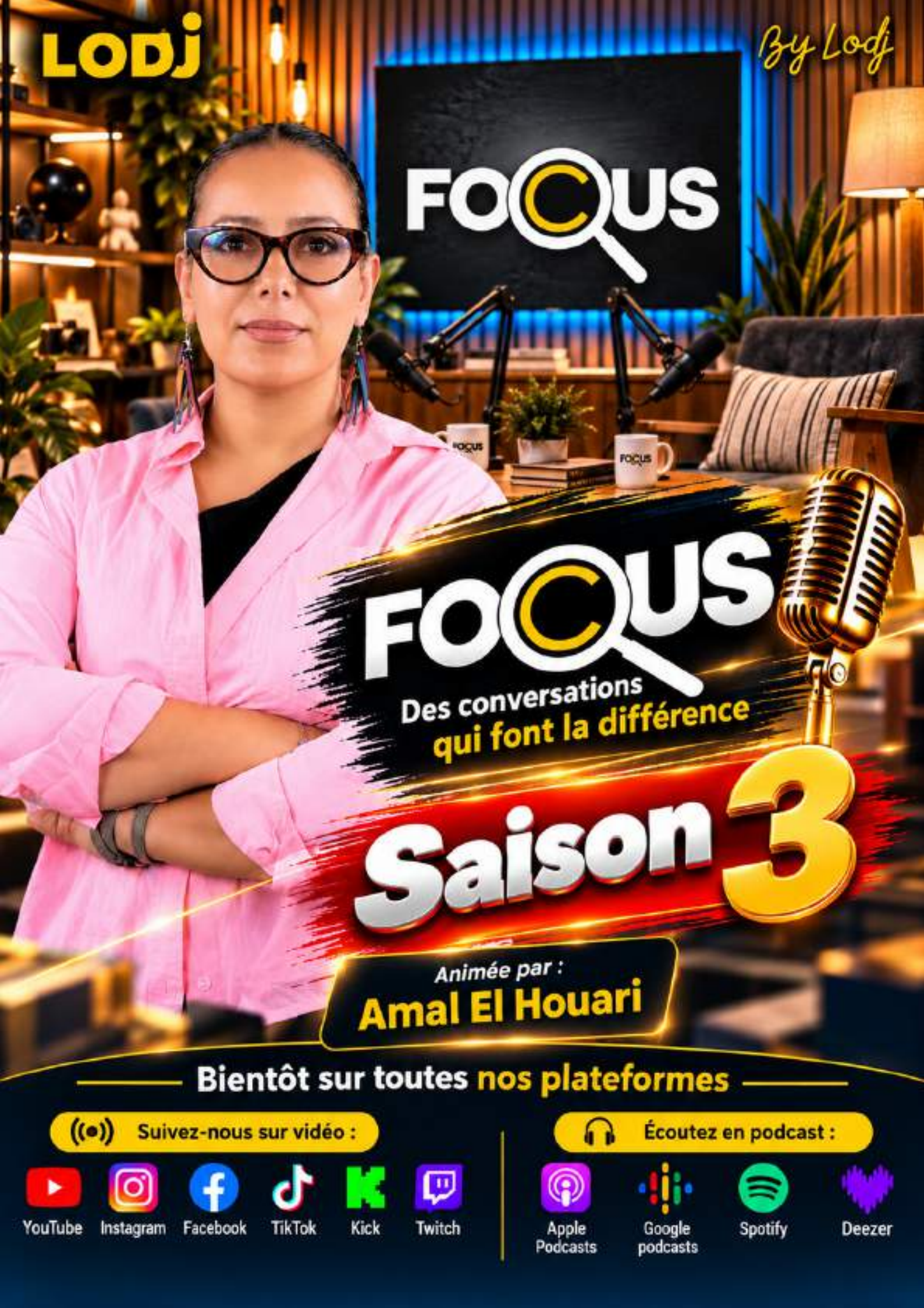
L'analyse doit toutefois garder ses limites. Les résultats disponibles ne permettent pas, à eux seuls, de mesurer le poids respectif du programme social, du rejet des républicains ou de la mobilisation de certains groupes d'électeurs. Une victoire ne fournit pas automatiquement son explication.

Le prochain test sera institutionnel. Défendre un projet dans une campagne et réunir une majorité pour le voter sont deux exercices différents. La couverture santé universelle exigera des alliances, des arbitrages budgétaires et une bataille législative.

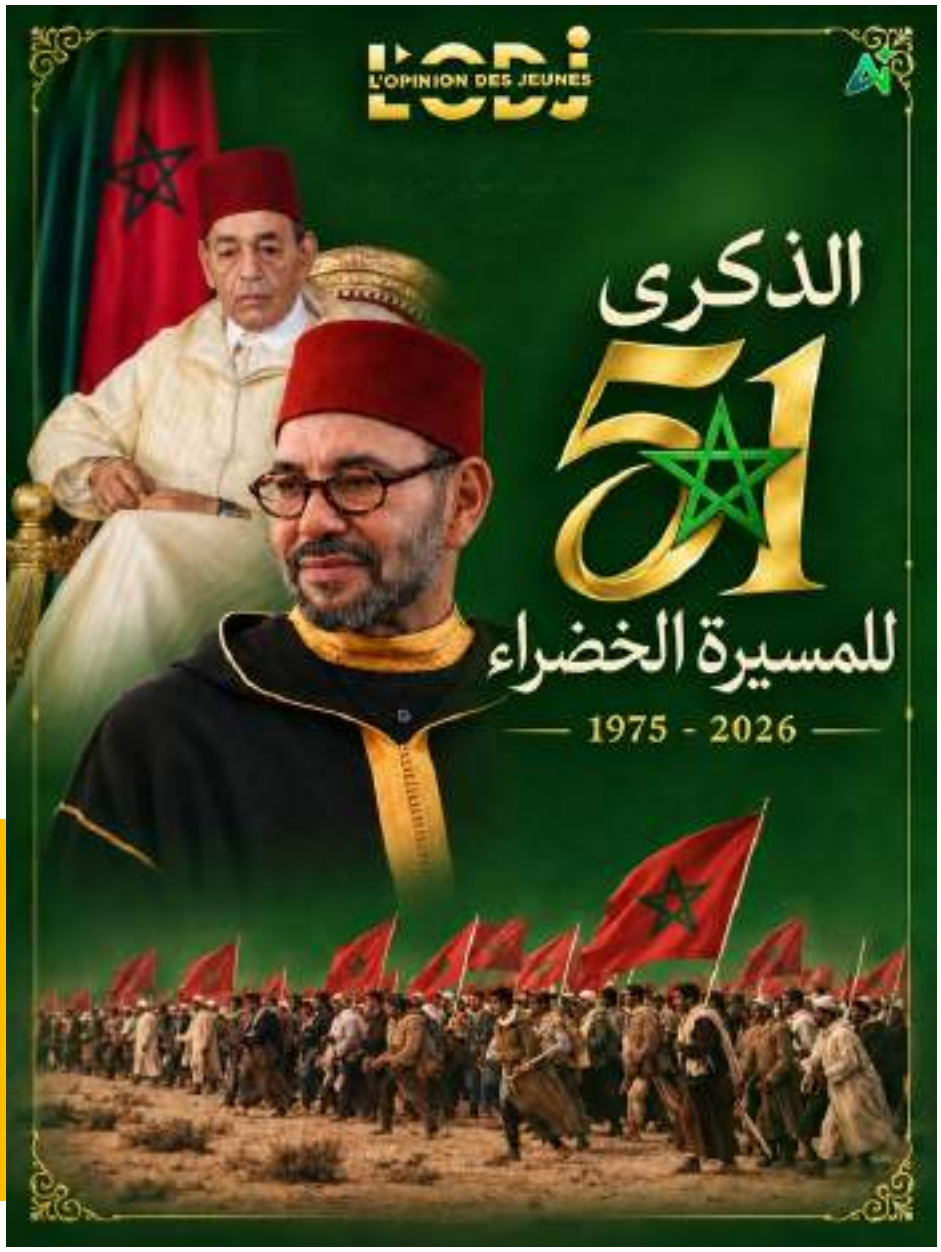
El-Sayed a gagné le droit de porter ces propositions au Sénat. Pour ses électeurs, l'enjeu sera désormais de voir ce droit se traduire en résultats.



By Lodj


LODJ
By Lodj
FOCUS
FOCUS
Des conversations
qui font la différence
Saison 3
Animée par :
Amal El Houari
Bientôt sur toutes nos plateformes
Suivez-nous sur vidéo :
YouTube
Instagram
Facebook
TikTok
Kick
Twitch
Écoutez en podcast :
Apple Podcasts
Google podcasts
Spotify
Deezer

VŒUX DE L'ODJ MÉDIA À L'OCCASION DU 51e ANNIVERSAIRE DE LA MARCHE VERTE



À l'occasion du 51e anniversaire de la Glorieuse Marche Verte, la direction et l'ensemble des équipes de L'ODJ Média, du Groupe Arrissala, ont l'honneur de présenter à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, leurs plus sincères félicitations et leurs vœux les plus respectueux.

En ce jour de commémoration, L'ODJ Média s'associe au peuple marocain pour honorer la mémoire de cette marche pacifique, qui demeure un symbole de l'unité nationale et de l'attachement des Marocains à l'intégrité territoriale du Royaume.

Puisse le Très-Haut accorder à Sa Majesté le Roi Mohammed VI santé et bonheur, combler le Souverain en les personnes de Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan et de Son Altesse Royale la Princesse Lalla Khadija, et de Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et de l'ensemble des membres de l'Auguste Famille Royale.

Puisse Dieu renouveler cette heureuse commémoration pour le Royaume du Maroc et son peuple dans la paix, l'unité et la prospérité.

LA DIRECTION ET LES ÉQUIPES DE L'ODJ MÉDIA
GROUPE ARRISSALA

LAÂYOUNE, NOUVEAU CARREFOUR DE LA CRÉATIVITÉ NUMÉRIQUE DES JEUNES MAROCAINS

Du 4 au 6 novembre 2026, la capitale du Sahara marocain accueille la troisième édition du Festival national des jeunes créateurs de contenu. Un rendez-vous qui met à l'honneur les talents de toutes les régions du Royaume et confirme les ambitions numériques de la jeunesse des provinces du Sud.



Un talent de Laâyoune déjà distingué à l'échelle nationale

La créativité marocaine a rendez-vous dans le Sahara. La ville de Laâyoune accueille, du 4 au 6 novembre, la troisième édition du Festival national des jeunes créateurs de contenu, réunissant de jeunes talents venus de différentes régions du Royaume. Plus qu'une simple rencontre entre passionnés des réseaux sociaux, cet événement entend faire de la création numérique un véritable levier d'expression, d'innovation et de développement pour la jeunesse marocaine.

Organisée par la Direction régionale du département de la Jeunesse de Laâyoune-Sakia El Hamra, cette manifestation nationale se déroule à la Maison des jeunes Al Wahda, dans un contexte marqué par les célébrations de la première Fête de l'Unité, du 51e anniversaire de la Marche Verte et du 71e anniversaire de la Fête de l'Indépendance.

Placée sous le slogan « La création de contenu nous rassemble... et la Fête de l'Unité nous unit », cette édition entend conjuguer créativité, engagement citoyen et rencontres entre les jeunes des différentes régions du Maroc. Dans un univers où TikTok, Instagram, YouTube et les autres plateformes numériques occupent une place grandissante dans les habitudes des jeunes, la création de contenu ne se limite plus au divertissement.

Elle devient progressivement un moyen d'expression, un espace de valorisation des identités culturelles et, pour certains, une perspective d'activité professionnelle. C'est précisément dans cette dynamique que s'inscrit le festival de Laâyoune.

En réunissant des créateurs issus de différentes régions, les organisateurs souhaitent favoriser les échanges d'expériences, encourager l'innovation et offrir aux jeunes participants un espace de rencontre et de partage autour des nouvelles pratiques numériques.

Pour Laâyoune, l'accueil de cette manifestation représente également une occasion de renforcer son rayonnement culturel et de mettre en valeur le potentiel créatif de sa jeunesse.

L'enjeu est aussi territorial : montrer que les provinces du Sud ne sont pas uniquement des espaces de développement économique et d'investissement,

LIRE LA SUITE

SAHARA MAROCAIN :
LE CLUB DE LA PRESSE SALUE LES AVANCÉES DIPLOMATIQUES ET RÉAFFIRME SON SOUTIEN À LA VISION ROYALE



À la lumière des développements récents que connaît le dossier du Sahara marocain et des évolutions politiques et diplomatiques qui l'accompagnent, tant sur le plan national qu'international, le Club du Sahara de la Presse et de la Communication a tenu une réunion extraordinaire consacrée à l'examen de la portée de ces transformations et de leurs implications pour l'avenir de la question nationale.

Le Club du Sahara de la Presse et de la Communication
Cette rencontre a été l'occasion de réaffirmer l'attachement du Club aux constantes nationales et de saluer les avancées diplomatiques réalisées par le Royaume du Maroc sous la conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

À l'issue de ses délibérations, le Club a exprimé sa satisfaction quant à la dynamique internationale favorable à la position marocaine et au soutien croissant dont bénéficie l'initiative d'autonomie sous souveraineté marocaine, considérée par le Maroc comme une solution politique sérieuse, crédible et réaliste pour parvenir à un règlement définitif du différend régional autour du Sahara.

Dans ce contexte, le Club du Sahara de la Presse et de la Communication rend publique la déclaration suivante :

1. Un engagement renouvelé en faveur de l'intégrité territoriale
Le Club réaffirme son attachement indéfectible aux constantes nationales et renouvelle son soutien à Sa Majesté le Roi Mohammed VI ainsi qu'aux initiatives royales visant à préserver la souveraineté nationale, défendre l'intégrité territoriale du Royaume et consolider son unité.
Il souligne sa mobilisation permanente en faveur de la défense des intérêts supérieurs de la Nation.

2. La reconnaissance des avancées diplomatiques marocaines
Le Club salue les acquis politiques, diplomatiques et historiques enregistrés par le Royaume dans le dossier du Sahara marocain.

LIRE LA SUITE

DÉLESTAGES ÉLECTRIQUES AU MAROC, DES INDUSTRIELS SIGNALENT DES RESTRICTIONS DE PUISSANCE

Que sait-on des baisses de puissance imposées à certains sites et de leur lien avec les coupures signalées ailleurs ?



Le 5 novembre 2026, la presse marocaine rapporte que l'ONEE a demandé à des industriels de réduire temporairement leur appel de puissance. Sur un site, cette restriction a entraîné l'arrêt d'une partie de l'activité, selon un industriel interrogé. L'origine des restrictions et leur lien éventuel avec les coupures signalées dans plusieurs régions restent à établir. Numéro un de l'information économique marocaine

Un site industriel ramené à la moitié de sa puissance habituelle pendant cinq heures

Quand une usine dispose soudain de moitié moins de puissance, elle doit décider quelles installations peuvent continuer à tourner. C'est l'arbitrage décrit par un industriel interrogé par Médias24. Selon son témoignage, le site a réservé l'électricité disponible aux équipements prioritaires et suspendu d'autres activités pendant cinq heures. L'Office national de l'électricité et de l'eau potable aurait pris contact avec des industriels pour les informer des restrictions et discuter de la puissance qui pourrait leur être laissée. Numéro un de l'information économique marocaine

Le même industriel situe trois épisodes aux 28 et 29 octobre et au 4 novembre. Il en compte six depuis début septembre. Cette chronologie renseigne sur la répétition des restrictions pour le site qui témoigne. Le nombre total d'entreprises concernées, les volumes de puissance réduits et la durée cumulée des opérations demeurent inconnus.

Dans le même temps, des coupures ont été signalées dans les régions de Marrakech-Safi et de Drâa-Tafilalet, ainsi qu'à Soualem Trifiya, dans la province de Berrechid. On mentionne aussi des interruptions dans des zones industrielles à Tanger, Bouknadel et El Jadida.

Le chevauchement de certaines dates justifie de demander une chronologie aux opérateurs. Il reste à établir si ces interruptions relèvent d'un même incident, de problèmes distincts ou d'opérations de délestage. Numéro un de l'information économique marocaine

Ce que la baisse de puissance change pour une usine

La puissance disponible détermine combien d'équipements un site peut faire fonctionner au même moment. Lorsque cette limite baisse, une entreprise peut devoir décaler une opération, arrêter une ligne ou préserver en priorité les équipements dont l'interruption compromettrait la reprise. L'effet sur la production dépend des procédés et du moment où survient la restriction.

Le mot délestage désigne une réduction de la charge électrique destinée à protéger le système ou à maintenir son fonctionnement. Le code de défense du réseau national de transport, publié par l'Autorité nationale de régulation de l'électricité (ANRE), prévoit notamment qu'un délestage puisse être ordonné dans certaines zones pour ramener une ligne ou un transformateur dans ses limites de charge.

LIRE LA SUITE

COMMUNIQUÉ DU CABINET ROYAL : FIN DE LA MISSION DE LA MINURSO



Rabat - Voici un communiqué du Cabinet Royal :

"Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a présidé, ce jour 04 novembre 2026 au Palais Royal de Rabat, une séance de travail consacrée au suivi de l'étape à venir après la fin des tâches de la mission des Nations Unies, à la suite de la non-reconduction de son mandat par le Conseil de sécurité de l'ONU, lors de sa réunion tenue le 30 octobre 2026.

Cette séance s'inscrit dans le cadre de l'Attention particulière que Sa Majesté le Roi, que Dieu Le préserve, n'a eu de cesse d'accorder à la cause de notre intégrité territoriale et de notre souveraineté nationale, illustrant ainsi Sa démarche sage, Sa vision clairvoyante et Son souci constant à sauvegarder les intérêts de Ses sujets au Sahara marocain.

Au cours des travaux de cette séance, à laquelle ont pris part la Cheffe du gouvernement, Mme Fatima Ezzahra El Mansouri, le Conseiller de Sa Majesté le Roi, M. Fouad Ali El Himma, le ministre de l'Intérieur, M. Abdelouafi Laftit, et le Général de Corps d'Armée, Mohammed Berrid, Inspecteur Général des Forces Armées Royales (FAR) et Commandant la Zone Sud,

Sa Majesté le Roi a mis l'accent sur les priorités contenues dans le communiqué du Cabinet Royal du 30 octobre dernier, à savoir le strict respect de l'intégrité territoriale du Royaume, de sa sécurité nationale et de la quiétude de ses citoyens, en particulier la population des provinces du Sud.

Dans ce cadre, Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, a donné Ses Hautes Instructions pour la mise en œuvre ferme et vigilante de ces priorités, chacun selon son champ de compétences, à même de consolider le consensus national et de garantir la poursuite du projet de développement des provinces du Sud et des projets structurants y afférents, tout en veillant au suivi de tous les développements que connaîtra le dossier de notre cause nationale, à tous les niveaux, et conformément à la position officielle exprimée antérieurement. Tout cela en rappelant l'attachement ferme du Royaume au cessez-le-feu, un engagement volontariste qui ne changera pas avec la fin du mandat de la mission des Nations Unies qui a été incapable, à plusieurs reprises, de surveiller son respect et d'établir les effets qui découlent de sa violation. De même que le contexte de la création de cette mission et les fonctions initiales qui lui ont été confiées ont été dépassés, comme l'attestent les faits et les positions des acteurs internationaux.

LIRE LA SUITE



VISA ESPAGNE : BLS RABAT OUVRE LE DÉPÔT SANS RENDEZ-VOUS À DAVANTAGE DE DEMANDEURS

Un ancien visa Schengen peut simplifier votre prochaine démarche pour l'Espagne. Dans un avis consulté ce 4 novembre, BLS Rabat annonce un dépôt sans rendez-vous pour les personnes ayant obtenu au moins un visa Schengen durant les quatre dernières années. Leurs conjoints et enfants mineurs sont également concernés.

Un ancien visa Schengen suffit, quelle que soit sa durée

C'est le point central de l'annonce : le visa précédemment délivré peut être de n'importe quelle durée. Pour bénéficier de cette possibilité, il doit avoir été obtenu au cours des quatre dernières années.

Selon l'avis affiché en tête du site de BLS Rabat, les personnes éligibles peuvent présenter leur demande du lundi au vendredi, entre 9 h et 11 h. Le dispositif inclut leurs conjoints ainsi que leurs enfants de moins de 18 ans.

Une possibilité pratique pour les familles qui préparent ensemble un déplacement.

Anciens passeports et copies des visas : les pièces à présenter

Avant de prendre la route du centre, mieux vaut vérifier ses documents. BLS demande de présenter les anciens passeports contenant les visas Schengen précédemment délivrés, accompagnés des copies de ces visas.

Sans ces justificatifs, le dossier ne sera pas accepté dans le cadre de cette procédure. Un ancien passeport rangé au fond d'un tiroir peut donc devenir la pièce à retrouver avant toute démarche.

Ces documents servent à établir l'éligibilité au dépôt sans rendez-vous. Ils doivent accompagner le dossier correspondant au visa demandé.

La compétence consulaire reste un filtre décisif

Autre détail à ne pas négliger : cette facilité concerne le centre de Rabat et respecte les règles de compétence territoriale du consulat général d'Espagne.

BLS précise qu'une carte nationale d'identité rattachée à Rabat ne suffit pas si le passeport relève d'une autre juridiction. Avant de se déplacer, il faut donc vérifier son rattachement consulaire.

Cette vérification peut éviter un déplacement inutile et un dossier refusé à l'accueil.

Un dépôt facilité, avec des consignes à revérifier

Pour les voyageurs concernés, l'intérêt est concret : pouvoir déposer leur demande sans passer par la réservation préalable d'un créneau. L'annonce porte toutefois sur l'accès au dépôt. Elle ne promet ni délivrance automatique du visa ni délai de traitement raccourci.

LIRE LA SUITE

Au moins 27 vols perturbés en Europe

International



FAUSSES ALERTES À LA BOMBE EN EUROPE, AU MOINS 27 VOLS PERTURBÉS

Des menaces visant des avions de ligne ont entraîné des déroutements, des inspections au sol et la mobilisation de chasseurs ce jeudi 5 novembre 2026. Un vol Dublin–Rome a été escorté jusqu'à la base aérienne d'Évreux, en France. Aucun explosif n'a été découvert à bord.

Le vol Aer Lingus devait relier Dublin à Rome. Il s'est posé en Normandie, sur la base aérienne d'Évreux, après avoir été escorté par deux avions de chasse français. L'Airbus A320 a atterri en sécurité. Les recherches menées à bord n'ont révélé aucun explosif, a indiqué le parquet local, cité par Associated Press.

Le vol irlandais figure parmi les appareils concernés par une nouvelle série de fausses alertes à la bombe dans le ciel européen. Douze vols avaient été signalés dans un premier bilan de la matinée. L'AFP a ensuite fait état d'au moins 14 vols visés, tandis que Reuters a recensé au moins 27 vols de passagers perturbés au cours de la journée.

Des chasseurs mobilisés en France, en Italie et en Bulgarie

En Italie, deux avions de chasse ont escorté un appareil de Finnair parti d'Helsinki jusqu'à l'aéroport de Rome-Fiumicino, où la police a procédé aux vérifications. Selon un porte-parole de l'aéroport cité par CNN, les autres décollages et atterrissages ont pu se poursuivre.

En Bulgarie, l'armée de l'air a escorté trois appareils. Les vols concernés arrivaient de Madrid, de Copenhague et de Londres-Stansted. En Espagne, plusieurs avions ont été immobilisés ou renvoyés à leur point de stationnement à Madrid. Les passagers ont débarqué pendant que les appareils étaient inspectés, selon Reuters.

La réponse a varié selon la situation de chaque appareil. Au sol, une alerte peut suspendre un départ le temps d'inspecter l'avion. En vol, elle peut conduire les autorités à mobiliser une escorte ou à modifier la destination prévue. L'AFP a recensé trois déroutements dans son bilan et indiqué que tous les appareils qu'elle avait comptabilisés avaient atterri en sécurité, sans découverte d'explosifs.

Des alertes répétées, une origine encore inconnue

Mardi déjà, au moins sept vols et un navire de croisière avaient fait l'objet de menaces similaires, selon Reuters. L'AFP parle d'une troisième journée d'alertes cette semaine, tandis que Reuters décrit une deuxième vague. À ce stade, aucun lien entre l'ensemble des signalements n'a été établi publiquement et les autorités n'ont désigné aucun responsable.

LIRE LA SUITE



YÉMEN : PLUS DE 13 000 FEMMES ENCEINTES PRIVÉES DE SOINS ESSENTIELS À TAÏZ

L'intensification des combats et le blocage des voies d'approvisionnement autour de Taïz, au Yémen, exposent des milliers de femmes enceintes à de graves risques sanitaires.

Selon le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), plus de 13 000 femmes enceintes n'ont plus accès aux soins essentiels dans cette région, où les fausses couches et les accouchements à risque sont en augmentation.

Des combats qui compromettent l'accès aux soins maternels

La situation humanitaire se dégrade autour de Taïz, où les affrontements entre les forces gouvernementales soutenues par l'Arabie saoudite et le mouvement houthi, soutenu par l'Iran, ont intensifié les difficultés d'accès à l'aide.

D'après les informations communiquées le 3 novembre par l'UNFPA et rapportées par Reuters, la ville est largement isolée depuis environ un mois.

Des routes essentielles, notamment le corridor reliant Taïz à Aden, sont bloquées, empêchant l'acheminement régulier de nourriture, d'eau, de carburant et de fournitures médicales. Plus de 13 000 femmes enceintes seraient concernées par les restrictions d'accès aux soins. Parmi elles, environ 6 400 sont déplacées.

L'UNFPA estime que près de 1 500 urgences obstétricales pourraient survenir au sein de ce groupe, notamment en raison des déplacements éprouvants et du stress physique et psychologique provoqué par les combats.

Les maternités fonctionnent au ralenti

Les conséquences sont déjà visibles dans les structures de santé. Sur les 27 établissements désignés pour assurer les soins d'urgence maternels et néonatals dans la région, seuls cinq fonctionnent encore partiellement, selon l'UNFPA.

À l'hôpital maternel et infantile yéméno-suédois de Taïz, le nombre quotidien d'accouchements serait passé d'environ dix avant l'intensification des combats à cinq.

Le manque de carburant empêche également plusieurs incubateurs de fonctionner, tandis que l'insécurité et le coût élevé des déplacements compliquent l'accès à l'hôpital pour les patientes comme pour les soignants.

LIRE LA SUITE

EBOLA : CINQ PATIENTS QUITTENT L'HÔPITAL AU KENYA, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO RESTE SOUS PRESSION



Le Kenya a autorisé la sortie de cinq patients pris en charge dans le cadre de l'épidémie d'Ebola après des tests négatifs et la disparition de leurs symptômes.

Cette évolution constitue un signe encourageant, alors que la République démocratique du Congo continue de faire face à une épidémie meurtrière et que les équipes sanitaires tentent de limiter la propagation du virus.

Cinq patients libérés après des tests négatifs au Kenya

Le ministère kényan de la Santé a annoncé, le 3 novembre, la sortie de cinq patients hospitalisés après des tests négatifs au virus Ebola et l'absence de symptômes.

Deux autres patients restent hospitalisés pour recevoir des soins de soutien, selon Associated Press.

Les autorités ont également levé la quarantaine de 46 personnes ayant été en contact avec des cas confirmés. Vingt autres contacts avaient déjà été libérés la semaine précédente, tandis que les derniers contacts suivis devaient achever leur période de surveillance la semaine suivante.

Le Kenya n'a signalé aucune nouvelle infection au cours des deux semaines précédant cette annonce. Les autorités maintiennent néanmoins un niveau élevé de vigilance.

Le premier cas kényan avait été confirmé le 6 octobre chez un homme arrivé du Congo en passant par l'Ouganda.

Il était décédé quelques heures après la confirmation de l'infection. D'autres personnes ayant été en contact avec lui avaient ensuite été testées positives. La sortie des patients ne signifie pas pour autant que l'épidémie est terminée.

Selon les autorités sanitaires, la fin officielle de l'épidémie ne pourra être déclarée qu'après 42 jours sans nouveau cas, une fois le dernier patient rétabli.

En République démocratique du Congo, une épidémie toujours meurtrière

La situation reste particulièrement préoccupante en République démocratique du Congo, où l'épidémie liée au virus Ebola de Bundibugyo a provoqué des milliers de contaminations et de décès.

Selon les données rapportées par Associated Press, le bilan dépassait 5 000 morts pour plus de 10 000 infections au début du mois de novembre.

LIRE LA SUITE

POLOGNE : POURQUOI LA CRISE DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DÉGÉNÈRE



Que se passe-t-il à Varsovie, où le gouvernement et le président s'affrontent désormais jusque devant les portes de la justice ?

La Pologne traverse une nouvelle escalade de sa crise institutionnelle. Après le blocage de plusieurs juges élus par le Parlement, une suspension contestée de la direction du Tribunal constitutionnel a déclenché des affrontements à Varsovie. Donald Tusk invoque le rétablissement de l'État de droit. Le président Karol Nawrocki dénonce une prise de contrôle illégale.

Le 30 octobre, la direction du Tribunal fait l'objet d'une suspension contestée

Des policiers antiémeute, des drapeaux polonais et des responsables politiques mobilisés devant un tribunal : les images de Varsovie montrent une démocratie dont les institutions ne parviennent plus à arbitrer leurs propres désaccords. La crise a franchi un cap vendredi 30 octobre, lorsque la juge Anna Korwin-Piotrowska a annoncé suspendre le président du Tribunal constitutionnel, Bogdan Święczkowski, ainsi que son vice-président, Bartłomiej Sochański.

Elle affirme assurer l'intérim au titre de son ancienneté dans la magistrature. Le camp adverse rejette cette décision et conteste jusqu'à sa qualité de juge constitutionnelle. La radio publique polonaise a rapporté des communications contradictoires émanant du site du Tribunal et de son compte sur le réseau X. La bataille porte donc aussi sur la capacité à parler au nom de l'institution. polskieradio24.pl

Pour comprendre cette scène, il faut revenir au blocage qui la précède. En Pologne, les juges constitutionnels sont élus par la Diète, la chambre basse du Parlement. La loi prévoit ensuite une prestation de serment devant le président de la République.

LIRE LA SUITE



ISRAËL : NI NETANYAHOU NI EISENKOT, LES URNES DÉBOUCHENT SUR UNE IMPASSE

Les élections israéliennes du 27 octobre se sont soldées par une impasse, ni le Premier ministre Benjamin Netanyahou ni son principal rival, Gadi Eisenkot, ne disposant d'une voie claire vers la majorité.

Alors que la quasi-totalité des voix a été dépouillée, la coalition nationaliste-religieuse de Netanyahou a remporté 53 sièges, tandis que le bloc de l'ancien chef d'état-major Eisenkot, regroupant des factions de droite et de centre-gauche, en a obtenu 48.

Les deux partis israéliens à majorité arabe ont remporté un nombre record de 19 sièges. Le bloc de Netanyahou exclut toute formation de coalition avec les partis arabes. Eisenkot les a également écartés, invoquant un manque de valeurs communes avec les partis représentant la minorité palestinienne du pays, qui représente 21 % de la population.

Les votes étant désormais comptabilisés, le président israélien Isaac Herzog mènera des consultations avec les représentants des partis avant de désigner le candidat qu'il estime le plus à même de former un gouvernement. Cette décision devrait intervenir après le 4 novembre.

LIRE LA SUITE



UE-CANADA : UNE NOUVELLE ALLIANCE SE DESSINE FACE À DONALD TRUMP

L'Union européenne et le Canada ouvrent, ce jeudi 29 octobre à Montréal, un sommet stratégique de deux jours destiné à approfondir leur coopération économique, technologique et sécuritaire. Dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis de Donald Trump, les deux partenaires cherchent à renforcer leur autonomie. Mais le projet de faire du Canada un « membre associé » de l'UE divise les Européens.

De nouvelles perspectives pour les partenaires du Maroc

L'Europe et le Canada veulent redéfinir leur partenariat transatlantique. Les 29 et 30 octobre 2026, Montréal accueille le 21e sommet Union européenne-Canada, une rencontre diplomatique majeure destinée à rapprocher deux partenaires confrontés à un environnement international de plus en plus incertain.

Le Premier ministre canadien Mark Carney reçoit la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président du Conseil européen, António Costa. Leur ambition est de construire une coopération renforcée dans plusieurs domaines stratégiques, allant du commerce à la défense, en passant par les technologies et les ressources naturelles.

Cette accélération intervient dans un contexte de tensions commerciales avec Washington. Les politiques protectionnistes de Donald Trump poussent Ottawa à diversifier ses débouchés et encouragent les Européens à renforcer leurs partenariats avec des économies partageant leurs priorités.

Pour le Canada, l'enjeu est considérable. Près de 70 % de ses exportations sont destinées aux États-Unis, selon les données rapportées par Reuters. Une concentration qui rend son économie particulièrement sensible aux décisions américaines. Le rapprochement avec Bruxelles vise donc à réduire cette vulnérabilité, sans rompre les relations économiques avec Washington.

Au programme du sommet figurent notamment les minerais critiques, indispensables à la fabrication des batteries et des équipements électroniques, le commerce numérique, l'intelligence artificielle, la recherche et les échanges entre jeunes. Mais une question diplomatique a perturbé les préparatifs. En septembre, Ursula von der Leyen avait proposé d'accorder au Canada le statut inédit de « membre associé » de l'Union européenne.

Cette formule, sans définition juridique clairement établie dans les traités européens, a suscité des réserves, notamment en Allemagne et en France.

LIRE LA SUITE

Indonésie : le Maroc célèbre son artisanat et son patrimoine culturel à Jakarta jusqu'au 6 novembre



Le Maroc s'invite au cœur de la capitale indonésienne à travers la première édition de la Semaine culturelle marocaine, organisée du 31 octobre au 6 novembre 2026 au Senayan Park de Jakarta.
Entre zellige, calligraphie, henné, thé à la menthe et spectacles musicaux, cet événement met en lumière la richesse du patrimoine marocain tout en renforçant les liens culturels et diplomatiques entre les deux pays.

La culture marocaine rayonne en Asie du Sud-Est. Depuis le 31 octobre, Jakarta accueille une manifestation consacrée aux traditions, aux savoir-faire et à l'hospitalité du Royaume.
Organisée par l'ambassade du Maroc en Indonésie et la Maison de l'Artisan, cette première Semaine culturelle marocaine propose au public indonésien une immersion dans l'univers artistique et artisanal national.
La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Maroc, Redouane Houssaini, du secrétaire général du ministère indonésien de la Culture, le professeur Bambang Wibawarta, ainsi que du ministre des Affaires religieuses, Nasaruddin Umar. Plusieurs diplomates, personnalités officielles et membres de la communauté marocaine ont également pris part à l'événement.
Au- delà de sa dimension festive, cette initiative s'inscrit dans le prolongement des relations diplomatiques entre Rabat et Jakarta, établies en 1960. Soixante-six ans plus tard, les deux pays souhaitent approfondir leurs échanges en misant notamment sur la culture, l'éducation et les rencontres entre leurs populations.

Le savoir-faire marocain au cœur de Jakarta
Le pavillon marocain propose une programmation mêlant démonstrations artisanales, ateliers participatifs et animations musicales. Les visiteurs peuvent notamment découvrir les techniques traditionnelles de calligraphie, s'initier à l'art du henné ou participer à des ateliers de zellige.

Cette dernière activité permet aux participants de manipuler des pièces géométriques et de réaliser leurs propres compositions décoratives, sous la supervision d'artisans marocains.
Les traditions du thé marocain occupent également une place privilégiée dans cette manifestation, avec des démonstrations organisées tout au long de la journée.
Des prestations musicales viennent compléter cette immersion culturelle, permettant au public de découvrir différentes expressions du patrimoine artistique marocain.
L'événement accueille par ailleurs l'exposition « Arts & Crafts : Creation and Transmission », conçue sous le commissariat de Moumina El Khayati. Elle associe créations artisanales contemporaines et objets historiques afin d'illustrer la transmission des savoir-faire et leur adaptation aux nouvelles sensibilités artistiques.

Une célébration liée à deux dates symboliques
La tenue de cette Semaine culturelle marocaine coïncide avec deux anniversaires particulièrement importants pour le Royaume.
Son inauguration, le 31 octobre, correspond à la célébration du premier anniversaire de la Fête de l'Unité, instituée à la suite des développements diplomatiques liés à la question du Sahara marocain.

Sa clôture, prévue le 6 novembre, intervient à l'occasion du 51e anniversaire de la Marche verte, événement majeur de l'histoire contemporaine du Maroc.
Cette dimension symbolique a été soulignée lors de l'ouverture par l'ambassadeur Redouane Houssaini, qui a insisté sur le rôle de la culture dans le rapprochement entre les peuples.
Au-delà des festivités, les responsables marocains et indonésiens ont évoqué plusieurs perspectives de coopération.

Le ministre indonésien des Affaires religieuses, Nasaruddin Umar, a notamment mis en avant les possibilités d'échanges universitaires et de rapprochement entre établissements d'enseignement religieux des deux pays.
De son côté, l'ambassadeur marocain a souligné le potentiel du sport, particulièrement du football, comme levier supplémentaire de coopération bilatérale.

Actualités culturelles



Marrakech prépare une vente dédiée aux arts marocain et africain

La maison Artcurial organisera le 30 décembre à La Mamounia, à Marrakech, une nouvelle édition d'« Un Hiver Marocain ».
La vente réunira art orientaliste, modernité marocaine et création africaine contemporaine. Une exposition des œuvres est annoncée sur place du 26 au 30 décembre.

Le premier ensemble rendra hommage à Jacques Majorelle avec une vingtaine d'œuvres, aux côtés de José Cruz-Herrera, Bernard Boutet de Monvel et plusieurs peintres orientalistes. « À l'affût », réalisé par Majorelle vers 1930, est estimé entre 80.000 et 120.000 euros.
« Fès », de Boutet de Monvel, est annoncé entre 120.000 et 180.000 euros.

Aux Habous, la littérature investit un lieu de mémoire casablancais

La deuxième édition du Festival de la Rentrée Littéraire a réuni pendant deux jours auteurs, lecteurs, libraires et familles au Palais Mechouar, dans le quartier des Habous à Casablanca. Organisé par le Groupe Le Matin et le Book Club Le Matin, le rendez-vous a associé découverte éditoriale et visite d'un lieu chargé d'histoire. La programmation s'est répartie entre tables rondes, ateliers, dédicaces et Village du livre. L'Opinion dénombre huit rencontres littéraires, sept ateliers et la participation de 48 auteurs aux séances de signatures. Des récitals de poésie, un concours de lecture et des activités pour enfants ont complété le programme, avec l'objectif de toucher plusieurs générations.





À Meknès, Aladin sensibilise les familles à la protection de l'eau

Le Théâtre de l'Institut français de Meknès accueille ce mercredi 4 novembre à 15h30 « Aladin et l'eau », un conte scénique destiné aux enfants et aux familles. L'histoire reprend des personnages familiers pour construire une aventure autour d'une oasis menacée, de la transmission et de la protection d'une ressource vitale.
Dans le récit présenté par Culturama, l'oasis survit grâce à la Pierre du Cœur, dont dépend également Jasmine, sa jeune gardienne. Jaffar dérobe cette pierre, la source se tarit et Jasmine s'affaiblit. Aladin découvre alors une lampe magique et rencontre Noura, le Génie de l'Eau, qui l'aide à retrouver la pierre et à protéger la vie dans l'oasis.

Actualités culturelles



La Haye célèbre la musique gnawa jusqu'au 7 novembre

La ville de La Haye accueille, du 28 octobre au 7 novembre, la 8e édition du Holland Gnawa Festival. Organisé par la Fondation multiculturelle Jongeren Geluid, avec le soutien de la municipalité, l'événement entend promouvoir la diversité culturelle et le dialogue interculturel.
Placée sous le thème « Musique sans frontières », cette édition explore les rencontres entre la tradition gnaouie et d'autres genres musicaux, notamment le jazz, l'électro et les musiques africaines.

Plusieurs artistes confirmés et jeunes talents se produisent sur différentes scènes de la capitale néerlandaise.

« Aberdi » de Lakamura franchit le cap du million de vues sur YouTube

La chanteuse marocaine Lakamura vient de franchir une étape importante avec son titre « Aberdi », qui a dépassé le million de vues sur YouTube, une dizaine de jours seulement après sa sortie. Annoncée le 1er novembre 2026, cette performance témoigne de l'intérêt suscité par son nouveau morceau auprès du public.
Sorti en octobre 2026, « Aberdi » a rapidement attiré l'attention des internautes, atteignant le million de visionnages en une dizaine de jours.
Le succès du morceau ne s'est pas limité à YouTube. Sur les réseaux sociaux, plusieurs utilisateurs ont partagé des vidéos reprenant les rythmes de la chanson.





À Rabat, « Le cœur sur la langue » fait dialoguer les cultures à travers l'art

L'espace artistique Le Cube, à Rabat, accueille « Le cœur sur la langue », une exposition multilingue imaginée par l'artiste Katrin Ströbel. Réalisé en collaboration avec le Goethe-Institut Maroc et des établissements artistiques marocains et allemands, ce projet explore les relations entre langage, identité et création contemporaine, en interrogeant la manière dont les langues rapprochent ou séparent les individus.
Conçue par Katrin Ströbel, l'exposition réunit les artistes Karima El Karmoudi, Dimitri Akim Moudar et Fatima-Ezzahra El Khammas, avec la participation d'étudiants de l'Institut national des beaux-arts (INBA) de Tétouan et de l'Académie des beaux-arts de Stuttgart (ABK).

Festival de Marrakech 2026 : le cinéma mondial à l'honneur pour la 23e édition



CULTURE

Le Festival international du film de Marrakech prépare son grand retour du 20 au 28 novembre 2026. Pour sa 23e édition, ce rendez-vous incontournable du septième art promet une nouvelle rencontre entre les cinématographies du monde, les talents émergents et les grandes figures du cinéma international.

Marrakech s'apprête à retrouver l'effervescence des projections, des rencontres artistiques et des échanges cinématographiques. Placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Festival international du film de Marrakech poursuit son ambition de faire de la ville ocre un espace privilégié de découverte, de dialogue et de création.

Au cœur de cette édition figure la compétition officielle, consacrée aux premiers et deuxièmes longs métrages. Véritable tremplin pour les réalisateurs émergents, elle permet à de nouvelles voix de présenter leurs œuvres devant un public international et des professionnels du secteur.

Cette année, le jury sera présidé par l'actrice française oscarisée Marion Cotillard. Sa présence apporte une dimension supplémentaire à un événement qui a su, au fil des éditions, conjuguer prestige international et accompagnement de la nouvelle génération de cinéastes.

Au-delà de la compétition, le Festival de Marrakech propose différents espaces de découverte cinématographique.
Les séances de gala, la section Horizons, le 11e Continent et le Panorama du cinéma marocain participent à la diversité de sa programmation. Les projections destinées au jeune public et les rencontres avec les professionnels contribuent également à rapprocher le cinéma de ses spectateurs.

Le cinéma marocain occupe une place particulière dans cette dynamique. À travers la mise en valeur des productions nationales et les initiatives d'accompagnement des créateurs, le festival contribue à renforcer la visibilité des talents du Royaume sur la scène internationale.

Les Ateliers de l'Atlas constituent un autre pilier de cette ambition. Pour leur neuvième édition, organisée en parallèle du festival, ils accueillent des projets et des films issus de plusieurs pays, avec le cinéaste brésilien Kleber Mendonça Filho comme parrain. Cette plateforme accompagne le développement de nouvelles œuvres et favorise les échanges entre professionnels du cinéma.

Plus qu'un rendez-vous de projections, le Festival international du film de Marrakech s'affirme ainsi comme un lieu de circulation des idées, des histoires et des regards.

À travers sa programmation et son ouverture sur différentes cultures, il contribue au rayonnement artistique du Maroc tout en offrant une vitrine aux cinématographies contemporaines.

À quelques semaines de son ouverture, cette 23e édition confirme la volonté de Marrakech de faire dialoguer le cinéma marocain avec les grandes tendances de la création mondiale.

Passer au dumbphone : comment vivre dans un monde fait pour le smartphone ?



LIFESTYLE

Àl'opposé dusmartphoneet deses multiples applications, le dumbphone revient à l'essentiel : appels, SMS et peu de distractions. Une promesse de tranquillité dans un monde où tout passe par l'écran.
Vous êtes attablé à une terrasse de Casablanca.
Le café arrive, votre téléphone vibre.
Un message professionnel, trois vidéos, une promotion dont vous ignoriez avoir besoin.
Vous vouliez regarder l'heure.

Dix minutes plus tard, vous connaissez la routine matinale d'un inconnu à Lisbonne. Et si la solution tenait dans un petit téléphone à touches ?
Le dumbphone, ou téléphone basique, fait une promesse séduisante : appeler, envoyer des SMS, puis vous laisser tranquille.
Mais adopter cet objet dans un quotidien organisé autour des applications ressemble parfois à une escapade sans GPS. Libérateur ? Peut-être. À condition de préparer un peu le voyage.

Téléphone basique : pourquoi cette envie de déconnexion ?
Le dumbphone reprend les codes des mobiles d'avant le smartphone : petit écran, clavier physique et fonctions limitées.

Certains modèles proposent quelques outils supplémentaires, mais leurs possibilités varient. Derrière leur allure rétro se cache une envie très actuelle : retrouver un appareil qui demande moins d'attention.
Car le problème dépasse le nombre de notifications. C'est aussi ce réflexe de remplir chaque creux. Attendre un ami ? Faire défiler des vidéos. Patienter chez le coiffeur ? Consulter les réseaux. Même l'ennui doit désormais prendre rendez-vous.

Avec un téléphone basique, ces automatismes rencontrent un obstacle. Pas de fil infini à rafraîchir, pas forcément de plateforme vidéo à ouvrir. Le regard remonte.
On observe la rue, on termine une conversation, on laisse une pensée aller jusqu'au bout. Rien de spectaculaire.
Juste quelques moments qui cessent d'être immédiatement occupés.

Vivre sans smartphone : les petits obstacles du quotidien
Le romantisme des touches physiques rencontre pourtant vite la logistique. Comment retrouver une adresse reçue sur une messagerie ? Commander une course ? Utiliser une application bancaire ou présenter un billet numérique ?

Au Maroc, imaginez simplement un rendez-vous dont le lieu circule dans un groupe WhatsApp. Votre téléphone reçoit les appels, mais pas nécessairement la fameuse localisation. Vous voilà à demander : « Près de quelle pharmacie, exactement ? » Une scène familière, avec un supplément d'organisation.

WhatsApp, GPS et applications : vérifier avant d'acheter
Tous les téléphones à touches ne proposent pas les mêmes services. Et une ancienne fiche produit peut induire en erreur : HMD précise notamment que la disponibilité de WhatsApp sur ses appareils sous KaiOS était limitée au début de 2025 pour certains utilisateurs déjà connectés.
Il faut donc vérifier la compatibilité actuelle du modèle envisagé, plutôt que se fier à la présence d'une icône sur une photo.
Même vigilance pour les démarches qui nécessitent une application, une validation bancaire ou un outil professionnel. Avant de changer d'appareil, mieux vaut identifier les usages réellement indispensables. Le téléphone idéal sur une terrasse ne l'est pas forcément au moment de confirmer un paiement.

Déconnexion numérique : trouver un compromis qui tient
Inutile, cependant, de transformer l'expérience en épreuve d'endurance. Une première soirée, puis un dimanche avec un téléphone basique peuvent aider à repérer ce qui manque vraiment. Prévenir ses proches, noter une adresse et préparer son trajet rendent aussi l'essai moins acrobatique.

Brèves Lifestyle



Étendoir à linge : la méthode de l'arc-en-ciel pour mieux organiser son séchage

L'organisation du linge sur un étendoir peutjouersur la circulation de l'air entre les vêtements.
Une méthode appelée « arc-en-ciel » propose de classer les pièces selon leur taille, en réservant le centre aux articles les plus longs et les extrémités aux plus petits.
Le principe est simple : les draps, pantalons et grandes serviettes sont installés au milieu de l'étendoir.
Les chemises, pulls légers et t-shirts prennent place de part et d'autre, tandis que les chaussettes, sous-vêtements et torchons sont disposés aux extrémités.
L'ensemble dessine une forme de courbe, d'où le nom de cette technique. Cette organisation permet de répartir les pièces selon l'espace dont elles ont besoin et d'éviter que les plus longues encombrent les côtés.

Beauté : trois nouvelles tendances scientifiques transforment la recherche, de la peau au cerveau

La recherche cosmétique évolue vers une approche plus globale de la beauté.
Au-delà de l'apparence de la peau, les scientifiques s'intéressent désormais aux mécanismes biologiques et aux interactions entre le corps et le cerveau.
Les recherches sur le vieillissement cellulaire, le microbiome cutané et les mécanismes de réparation de la peau ouvrent de nouvelles perspectives pour développer des soins plus ciblés et personnalisés. Les liens entre stress, émotions et santé cutanée suscitent également un intérêt croissant. Cette approche pourrait favoriser des soins associant bien-être psychologique et santé de la peau.





Parfums de saison : quand chaque fragrance raconte une histoire personnelle

Les parfums de la nouvelle saison mettent à l'honneur des compositions qui dépassent la simple recherche d'une senteur agréable.
Entre émotions, souvenirs et identité, les fragrances s'affirment comme un moyen d'expression personnel.
Les créations olfactives jouent sur les associations de notes florales, boisées, épicées ou gourmandes.
Chaque composition cherche à susciter une émotion particulière, à rappeler un souvenir ou à traduire une ambiance, transformant le parfum en véritable expérience sensorielle.
Le choix d'une fragrance dépend désormais autant des préférences personnelles que des tendances.

Brèves Lifestyle



Botoxpréventif : faut-il commencer avant l'apparition des rides ?

Le Botox préventif séduit les personnes souhaitant retarder l'apparition des rides d'expression. Pourtant, les spécialistes rappellent que la décision dépend davantage de l'état de la peau et des mouvements du visage que de l'âge seul.
Le Botox agit en réduisant temporairement l'activité des muscles responsables des rides d'expression, notamment sur le front et autour des yeux.
Son utilisation préventive doit être évaluée individuellement, car son efficacité à long terme pour empêcher l'apparition des rides reste insuffisamment démontrée.
Avant toute injection, une consultation avec un médecin qualifié est essentielle. L'exposition solaire, la génétique et les habitudes de vie influencent également le vieillissement cutané.

Lavage des cheveux à la coréenne : une routine pour une chevelure plus saine

Venue de Corée du Sud, une méthode de lavage capillaire séduit les adeptes de beauté.
Son principe : privilégier la santé du cuir chevelu, l'hydratation et des gestes doux pour préserver la brillance et la vitalité des cheveux.
Venue de Corée du Sud, une méthode de lavage capillaire séduit les adeptes de beauté.
Son principe : privilégier la santé du cuir chevelu, l'hydratation et des gestes doux pour préserver la brillance et la vitalité des cheveux.
Après le lavage, un après-shampoing ou un masque hydratant est appliqué sur les longueurs et les pointes. Le séchage s'effectue délicatement, en évitant les frottements et les températures excessives.





Cuisine : pourquoi congeler le gingembre avant de le râper facilite sa préparation

Le gingembre apporte une saveur particulière aux marinades, aux soupes et aux boissons chaudes. Mais sa forme irrégulière et ses nombreuses petites ramifications rendent parfois sa préparation peu pratique. Une astuce consiste à le conserver au congélateur pour faciliter son utilisation au quotidien.
Une fois congelé, le gingembre devient suffisamment ferme pour être râpé facilement à l'aide d'une râpe fine.
Il est alors possible d'obtenir de petites quantités directement au-dessus d'un plat, sans devoir découper toute la racine.

Nike se lance dans la bijouterie avec une collection inspirée de son célèbre Swoosh



LIFESTYLE

Connue pour ses sneakers et son univers sportswear, Nike investit un nouveau terrain avec une première collection de bijoux.

Colliers, bracelets, bagues et boucles d'oreilles déclinent les symboles de la marque dans des créations en argent et en vermeil d'or, à la croisée du streetwear et de la bijouterie contemporaine.

Le Swoosh s'invite dans l'univers des bijoux
Nike étend son territoire au-delà des vêtements et des chaussures avec une ligne d'accessoires qui reprend les codes visuels de la marque.

Au centre de cette collection, le célèbre Swoosh se transforme en élément décoratif, intégré à des bijoux conçus pour être portés au quotidien.

La gamme comprend notamment des chaînes fines, des bracelets, des bagues et des colliers ornés de plaques portant la mention « Just Do It ».

Les pièces associent l'identité sportive de Nike à une esthétique plus épurée, avec des finitions en argent sterling et en vermeil d'or 14 carats.

Des accessoires pensés pour différents styles
La collection joue sur plusieurs interprétations du logo emblématique.
Certains modèles privilégient la discrétion, avec de petits Swoosh intégrés aux chaînes, tandis que d'autres affichent plus directement les références à l'univers de la marque.

Ces bijoux peuvent se porter seuls ou être associés à d'autres accessoires pour créer des superpositions. Une approche qui permet de reprendre les codes de Nike sans nécessairement adopter une tenue entièrement sportswear.

En investissant le secteur de la bijouterie, la marque prolonge ainsi son identité dans un domaine où les logos et les références à la culture urbaine occupent une place importante.

Quand le sportswear rencontre la bijouterie
Cette collection illustre le rapprochement entre la mode sportive et les accessoires traditionnellement associés à la bijouterie. Les symboles issus de l'univers des sneakers deviennent des éléments stylistiques à part entière, qui peuvent accompagner des tenues variées.

Nike cherche ainsi à faire vivre son identité au-delà des terrains et des chaussures, en proposant une autre manière d'arborer son emblème.

La marque indique que cette collection est disponible sur son site officiel et via l'application SNKRS.

Google dévoile Sprout, le pot robotisé qui emmène votre plante au soleil



Votre plante manque de lumière ?

Elle pourrait bientôt changer de place sans vous.

Google a présenté Sprout, un petit robot semi-autonome qui transporte une plante vers les zones ensoleillées et signale ses besoins en eau.

Dévoilé sur les réseaux de Google pour les développeurs, ce projet expérimental sert surtout de vitrine au x outils d'intelligence artificielle du groupe.
Son allure rappelle un personnage de dessin animé. Une plante, une base roulante, un écran qui lui donne un visage : Sprout transforme le traditionnel pot posé près de la fenêtre en compagnon mobile. Mais derrière cette apparence sympathique, Google met en scène une démonstration technologique.

Un pot sur roulettes qui recherche la lumière
Le principe est simple : permettre à une plante d'intérieur de rejoindre un emplacement mieux éclairé. Sprout repose sur un TurtleBot 4, une plateforme robotique équipée de capteurs pour se repérer et circuler dans son environnement.

Le dispositif est surmonté d'un châssis imprimé en trois dimensions. Un smartphone Pixel lui prête ses yeux numériques. Lorsque la plante a besoin d'eau, le robot peut envoyer une notification. À vous, ensuite, de sortir l'arrosoir : signaler la soif ne signifie pas assurer automatiquement l'arrosage.
Grâce à ses caméras et aux outils d'IA mobilisés, Sprout peut également identifier les plantes voisines et aider
à repérer leurs besoins. Le bureau devient ainsi son petit terrain d'exploration végétale.

Google AI Studio et Antigravity aux commandes
L'enjeu dépasse donc le jardinage. Sprout a été conçu pour illustrer les possibilités de Google AI Studio et d'Antigravity, deux outils de développement assisté par intelligence artificielle.

Cette approche, souvent appelée « vibe coding », consiste à décrire ce que l'on souhaite obtenir pour que l'IA aide à produire le code. Elle facilite l'expérimentation, sans supprimer le travail de conception, d'intégration et de vérification.
Selon la présentation relayée dans le texte source, l'équipe explique avoir réalisé le projet en deux semaines, avec une assistance pour plusieurs composantes : apparence, voix et logiciel.

Sprout reste un prototype, sans commercialisation annoncée
Inutile donc de lui réserver immédiatement une place dans votre salon à Casablanca ou Rabat. Google ne commercialise pas Sprout : il s'agit d'une expérimentation promotionnelle.
Le résultat pose néanmoins une question : jusqu'où automatiser les petits gestes du quotidien ? Déplacer un pot et vérifier la terre prennent quelques instants.

Sprout propose d'en déléguer une partie à un robot. Aux amateurs de plantes de décider si ce compagnon mérite sa place près de la fenêtre.

Brèves digitales



Huawei PuraX View : les ventes dépassent 750.000 unités en Chine

Le constructeur chinois Huawei enregistre un succès commercial avec son smartphone Pura X View, dont les ventes auraient dépassé 750.000 unités en Chine, selon les informations rapportées le 3 novembre 2026 par Al Arabiya. Doté d'un écran particulièrement large, ce modèle illustre l'intérêt croissant des consommateurs pour des téléphones proposant une expérience visuelle différente. Contrairement aux smartphones traditionnels, généralement caractérisés par des écrans hauts et étroits, le Huawei Pura X View adopte un format plus large, pensé pour améliorer le confort de visionnage des vidéos, la lecture et les jeux. L'appareil dispose d'un écran OLED de 6,39 pouces, avec un ratio de 16:9,5, ainsi que d'une batterie de 7.000 mAh.

Intelligence artificielle : des lunettes aux bagues, les objets connectés révolutionnent notre quotidien

L'intelligence artificielle ne se limite plus aux smartphones et aux ordinateurs. Lunettes, montres, bagues et bracelets intelligents intègrent désormais des fonctionnalités capables de surveiller notre santé, d'organiser nos tâches et de faciliter nos activités quotidiennes. Une évolution qui transforme progressivement notre manière d'interagir avec la technologie.Les grandes entreprises technologiques multiplient les innovations dans le domaine des objets connectés. Les lunettes Ray-Ban Meta permettent notamment
de prendre des photos, de filmer, de passer des appels et d'interagir avec un assistant intelligent sans utiliser son téléphone.



Digital Virgo veut doubler ses effectifs au Maroc d'ici 2030

Digital Virgo prévoit de doubler ses effectifs au Maroc d'ici 2030, après vingt années de présence dans le Royaume. Le groupe spécialisé dans les paiements et les services numériques indique employer actuellement près de 70 collaborateurs au Maroc. Ses équipes locales coordonnent une partie de ses activités africaines depuis Casablanca, notamment dans le développement de produits, le support technique, l'analyse de données et le marketing digital. L'entreprise affirme travailler avec des opérateurs télécoms, des médias et des éditeurs de services numériques. Elle cite notamment des solutions de distribution et de monétisation de contenus.

Brèves digitales



Instagram:Meta proposerait jusqu'à 500000dollars aux créateurs de YouTube

Meta intensifie ses efforts pour attirer les créateurs de contenu de YouTube vers Instagram.
Selon Business Insider, le groupe aurait proposé des rémunérations allant de 50 000 à 500 000 dollars à certains vidéastes afin qu'ils publient davantage de formats longs sur sa plateforme.
Ces accords ne comporteraient toutefois aucune clause d'exclusivité.
Cette stratégie vise à soutenir Features, une fonctionnalité qui permet de publier des vidéos horizontales pouvant atteindre 90 minutes et de relier plusieurs Reels.
Instagram cherche ainsi à concurrencer directement YouTube, notamment avec le lancement de son application sur des appareils comme l'Apple TV et le Chromecast.

Travail hybride : comment retrouver un bureau fonctionnel en quelques branchements

Travailler depuis plusieurs endroits implique souvent de reconstituer son espace de travail à chaque déplacement. Entre les câbles, les écrans et les équipements de visioconférence, l'installation peut vite devenir contraignante. Pour simplifier ces transitions, l'enjeu consiste à organiser son matériel afin de retrouver rapidement un environnement confortable et opérationnel.
Plutôt que de multiplier les branchements, une station d'accueil permet de relier en permanence les écrans, le réseau et les périphériques. Un seul câble USB-C suffit alors à connecter un ordinateur portable compatible à l'ensemble de ces équipements.
Certains modèles, comme la station HP USB-C G6 100 W, assurent également l'alimentation du PC.





Grok : Elon Musk reconnaît des coûts d'exploitation trop élevés

Elon Musk a reconnu que l'exploitation de Grok coûtait « incroyablement cher » au regard des revenus générés. Cette déclaration intervient alors que le dirigeant vantait encore récemment la croissance rapide de son intelligence artificielle, qui compte plus de 800 000 utilisateurs payants.
Pour répondre aux requêtes complexes, Grok s'appuierait sur des modèles externes spécialisés, notamment pour le code, les images ou la création musicale.
Les tarifs proposés vont de 8 à 200 dollars par mois, en fonction des formules.
Malgré ces revenus, le modèle économique de Grok reste sous pression.

Discord : Une nouvelle Ère de visibilité publique



Discord, la populaire plateforme de communication initialement conçue pour les gamers et désormais utilisée par des millions de communautés à travers le monde, s'apprête à franchir un cap majeur dans son évolution.
À partir de la mi-décembre, la plateforme introduira une fonctionnalité inédite permettant à certains messages et conversations issus de ses serveurs publics d'être indexés et visibles sur les moteurs de recherche, notamment Google.

Jusqu'à présent, Discord fonctionnait comme un espace relativement fermé, où les échanges restaient confinés au sein de la plateforme elle-même. Même les serveurs dits "publics" n'étaient pas accessibles aux personnes extérieures sans une invitation ou un lien direct. Cette nouvelle mise à jour marque donc un tournant significatif dans la philosophie de Discord, rapprochant la plateforme d'autres réseaux sociaux plus ouverts comme Twitter/X ou Reddit, dont les contenus sont déjà largement indexés par les moteurs de recherche.

Quels Contenus Seront Concernés ?
Il est important de noter que cette visibilité accrue ne concernera pas l'ensemble des serveurs et des messages de Discord. Seuls les serveurs publics seront potentiellement affectés par cette mesure. Les serveurs privés, protégés par des systèmes d'invitation, continueront de fonctionner comme avant, garantissant la confidentialité des échanges entre leurs membres. Les administrateurs et modérateurs de serveurs publics auront vraisemblablement la possibilité de contrôler, au moins en partie, quels contenus seront rendus visibles aux moteurs de recherche. Cela implique une responsabilité accrue pour les gestionnaires de communautés, qui devront veiller à la qualité et à la conformité des échanges publiés sur leurs serveurs.

Les Implications pour les Utilisateurs et les Communautés

Cette évolution soulève plusieurs questions importantes :

- Pour les créateurs de contenu et les communautés : Cette indexation représente une opportunité en or pour accroître leur visibilité et attirer de nouveaux membres. Les serveurs dédiés à des thématiques précises — technologie, art, jeux vidéo, éducation — pourraient bénéficier d'un afflux de nouveaux utilisateurs grâce à une meilleure découvrabilité en ligne.

- Pour les utilisateurs ordinaires*: Certains membres de serveurs publics pourraient ne pas être conscients que leurs messages seront désormais indexés et potentiellement visibles par n'importe qui sur Google. Cela pose des questions légitimes en matière de **vie privée et de consentement**.

- Pour les modérateurs : La pression de modération augmentera considérablement, car des contenus inappropriés ou illicites pourraient désormais être accessibles à un public bien plus large, attirant potentiellement l'attention des autorités ou nuisant à la réputation des communautés.

Un Pari sur la croissance
Du côté de Discord, cette décision semble clairement motivée par des ambitions de croissance et de monétisation.
En rendant ses contenus accessibles via Google, la plateforme cherche à :

1. Augmenter son trafic organique** et attirer de nouveaux utilisateurs qui n'auraient pas nécessairement pensé à utiliser Discord.
2. Renforcer son attractivité** auprès des annonceurs et des partenaires commerciaux.
3. Positionner Discord** comme une véritable plateforme de contenu, et non plus seulement comme un outil de communication instantanée.

Discord n'est pas le premier à emprunter cette voie. Reddit, par exemple, a largement bénéficié de l'indexation de ses forums par Google, devenant l'une des sources les plus consultées dans les résultats de recherche. Cette stratégie a contribué à la croissance massive de la plateforme. Discord semble vouloir reproduire ce modèle de succès.

Nouveauté de la semaine

NEW NEW NEW NEW

DIGITAL

GPT-6.1 Terra : nouveau modèle d'OpenAI



Ce nouveau modèle se positionne stratégiquement entre les offres haut de gamme et les solutions plus légères, offrant un équilibre optimisé entre performance, vitesse et coût.

L'une des caractéristiques principales de ce modèle réside dans sa rapidité d'exécution.
En réduisant la latence, il permet de gérer des flux de travail intensifs sans compromettre la fluidité des applications qui en dépendent.
Que ce soit pour des systèmes de support client automatisés, des pipelines de traitement de données textuelles ou des outils de génération de contenu à grande échelle, cette réactivité accrue représente un avantage concurrentiel significatif.

Sur le plan de l'efficacité en tokens, le modèle a été optimisé pour accomplir davantage avec moins, ce qui se traduit directement par une réduction des coûts opérationnels.

Cette optimisation est particulièrement précieuse pour les cas d'usage où des millions de requêtes sont traitées quotidiennement, car même une légère réduction du nombre de tokens consommés par interaction peut engendrer des économies substantielles à l'échelle.

Côté tarification, le modèle est proposé à la moitié du prix de GPT-5.6 Terra via l'API, ce qui le rend particulièrement attractif pour les startups, les PME et les grandes entreprises soucieuses de maîtriser leurs dépenses liées à l'IA.

Cette politique tarifaire agressive reflète la volonté d'OpenAI de démocratiser l'accès à des modèles performants tout en fidélisant sa base de développeurs face à une concurrence de plus en plus intense sur le marché des API d'intelligence artificielle.


LODJ
7ÈME SENS
Saison 3
SOCIÉTÉ
POLITIQUE
ÉCONOMIE
CULTURE
LODJ
DÉBAT DÉDIÉ À DONNER DU SENS AU SENS
ANIMÉ PAR RACHID HALLOUY
En live streaming sur :
Youtube
Instagram
Facebook
TikTok
Kick
Twitch
En rediffusion MP3 sur :
Apple Podcasts
Google podcasts
Spotify
Deezer

Carte grise : la NARSA élargit les possibilités de transfert de propriété



Acheter une voiture d'occasion dans une autre ville devient plus pratique. La NARSA a annoncé, lundi 26 octobre, un assouplissement du dépôt des dossiers de transfert de propriété. Les usagers peuvent désormais effectuer cette démarche dans le ressort du domicile de l'acheteur ou de celui du vendeur, indiqué sur la carte grise.
Une possibilité supplémentaire pour organiser les formalités après une vente.

Un dossier à déposer chez l'acheteur ou le vendeur
Jusqu'ici, le dépôt du dossier devait être effectué auprès du service compétent pour le lieu de résidence de l'acquéreur.

Désormais, celui-ci dispose d'une seconde option : déposer sa demande dans le ressort du domicile du vendeur. Cette disposition concerne les véhicules déjà immatriculés au Maroc dans la série normale.
Concrètement, imaginons un habitant de Casablanca qui achète une voiture à Agadir.
Il peut déposer son dossier auprès d'une agence habilitée relevant du domicile du vendeur, à Agadir, ou conserver l'option correspondant à sa résidence à Casablanca.
Le choix peut ainsi s'adapter à l'organisation de la transaction et aux déplacements prévus.
L'intérêt est surtout pratique pour les achats entre deux villes : l'acquéreur peut engager cette étape sur place, sans attendre son retour pour déposer son dossier. La NARSA présente cet élargissement comme un moyen de rapprocher les services des usagers et de réduire les contraintes de déplacement.

Al Barid Bank et Barid Cash : quelles agences choisir ?
Les dossiers sont à déposer auprès des agences habilitées d'Al Barid Bank ou de Barid Cash, relevant du lieu de résidence de l'une des deux parties.
Attention au détail : cette nouvelle souplesse ne signifie pas que le dossier peut être déposé dans n'importe quelle agence du Royaume. Le point de dépôt doit correspondre à l'un des deux domiciles concernés et être autorisé à recevoir ces demandes.

Consulter la liste avant de se déplacer
Pour identifier les agences concernées et consulter les informations pratiques, les usagers sont invités à se rendre sur le portail Khadamat NARSA. Vérifier le point de dépôt avant le déplacement permet de préparer cette étape avec les bonnes informations.
Pour les automobilistes qui repèrent leur prochaine occasion loin de chez eux, cette possibilité offre donc davantage de marge dans l'organisation des démarches.

Au moment de préparer la vente, acheteur et vendeur pourront intégrer ce choix du lieu de dépôt à leur calendrier.

Brèves Auto-Moto



BYDAtto8 EV 2027 : un SUV électrique 7 placesqui se recharge en seulement 9 minutes

Le nouveau BYD Atto 8 EV 2027 marque une étape dans l'offensive électrique du constructeur chinois. Long de 5,04 mètres, le BYD Atto 8 propose un habitacle spacieux, trois rangées de sièges et un coffre pouvant atteindre 1.960 litres une fois les deux dernières rangées rabattues. Il se décline en deux motorisations électriques : une version propulsion de 462 chevaux offrant jusqu'à 653 km d'autonomie WLTP et une déclinaison à transmission intégrale développant 775 chevaux, capable d'accélérer de 0 à 100 km/h en 4,6 secondes. Les deux versions disposent d'une batterie de 115 kWh et d'équipements technologiques comprenant un écran central de 15,6 pouces, un affichage tête haute et des sièges chauffants, ventilés et massants.

Automobile au Maroc : OMODA et JAECOO s'associent à ORBIS Holding pour renforcer leur présence à Rabat

Les marques automobiles chinoises OMODA et JAECOO ont signé un protocole d'accord avec ORBIS Holding afin de développer leur présence commerciale à Rabat. Conclu à Wuhu, en Chine, lors du CHERY User Summit 2026, ce partenariat prévoit notamment la distribution de nouveaux véhicules hybrides sur le marché marocain.

Le protocole d'accord établit les bases d'une coopération commerciale entre OMODA & JAECOO et ORBIS Holding. La distribution des véhicules à Rabat sera assurée par ALLIANCE CHINESE DISTRIBUTION, filiale d'ALLIANCE AUTOMOTIVE SA, branche automobile du groupe marocain.





Toyota Yaris Cross 2026 : le SUV hybride restylé débarque au Maroc

Toyota lance au Maroc la version restylée de son Yaris Cross, un SUV urbain hybride qui mise sur un design modernisé et davantage d'équipements. Disponible en trois finitions, le modèle conserve sa motorisation de 116 chevaux et affiche une consommation officielle de 3,7 litres aux 100 kilomètres. Le nouveau Yaris Cross adopte une calandre en nid d'abeille inspirée du RAV4, des feux de jour intégrés aux projecteurs et des jantes en alliage de 17 pouces.

Ses dimensions restent inchangées, avec 4,18 mètres de longueur. Sous le capot, Toyota conserve son moteur hybride auto-rechargeable de 1,5 litre développant 116 chevaux, associé à une boîte automatique.

Brèves Auto-Moto



Automobile:les exportations marocaines atteignent132,1 milliards de dirhams

Les exportations du secteur automobile marocain ont atteint 132,1 milliards de dirhams à fin septembre 2026, selon les données provisoires de l'Office des changes relayées par Médias24.

Elles progressent de 14,3 % sur un an, contre 115,54 milliards de dirhams à la même période de 2025. La hausse est portée principalement par les activités de câblage et de construction automobile. Cette progression confirme le poids de la filière dans l'appareil exportateur du Maroc, mais elle s'inscrit dans un commerce extérieur plus déséquilibré. Sur les neuf premiers mois de l'année, les importations de biens ont augmenté de 17 %, tandis que les exportations totales ont avancé de 10,7 %. Le déficit commercial a ainsi atteint 323,94 milliards de dirhams et le taux de couverture a reculé à 54,2 %.

Carburants au Maroc : le gasoil gagne jusqu'à un dirham, l'essence recule

Les prix à la pompe ont été révisés au Maroc le dimanche 1er novembre. Selon La Nouvelle Tribune, le gasoil augmente de 80 centimes à un dirham par litre suivant les distributeurs, tandis que l'essence recule de 10 à 30 centimes. Le litre de gasoil, auparavant proche de 15,68 dirhams, devrait ainsi se situer entre 16,41 et 16,98 dirhams. Pour l'essence, la fourchette indicative va de 15,03 à 15,69 dirhams.

Ces niveaux ne constituent pas un tarif national uniforme. Les prix sont libres et peuvent varier d'une station à l'autre. La source rappelle aussi que le gasoil avait progressé à la fin de septembre, puis baissé le 16 octobre.





Audi : une marge de 2,7 % et des livraisons en recul de 11,4 %

Audi a enregistré une marge opérationnelle de 2,7 % sur les neuf premiers mois de 2026, contre 3,2 % à la même période en 2025. Son chiffre d'affaires a reculé à 42 milliards d'euros, tandis que son résultat opérationnel est passé de 1,55 à 1,15 milliard d'euros. Les livraisons de la marque ont également diminué de 11,4 %, à environ 1,04 million de véhicules.

Avec 328 042 véhicules livrés, le marché chinois accuse une baisse de 24,5 %.

L'Amérique du Nord recule aussi de 17,3 %, tandis que l'Allemagne affiche une légère progression de 1,8 %.

À l'inverse, les hybrides rechargeables enregistrent une hausse de 103 % à l'échelle mondiale.

TAILG envisage de produire des motos électriques au Maroc en utilisant des pièces fabriquées localement



Le « Made in Morocco » prend tout son sens quand il va au-delà du simple assemblage de pièces importées pour faire appel à des fournisseurs, des savoir-faire et des services locaux.

C'est justement ce modèle de collaboration industrielle que le fabricant chinois TAILG entend mettre en œuvre dans le secteur des deux-roues électriques.

Lors de l'ouverture du salon EVS Morocco 2026 à Casablanca, son président Michael Yao a dévoilé quatre axes de partenariat ciblant le Maroc et l'Afrique du Nord.

Le premier axe prévoit le développement conjoint de motos et de tricycles électriques conçus pour les routes et les usages de la région, notamment le transport de personnes et la livraison.

TAILG envisage de s'appuyer sur le tissu industriel automobile marocain pour assembler ses véhicules au Royaume et s'approvisionner auprès de fournisseurs locaux.

La production serait destinée au marché marocain, mais aussi aux pays voisins d'Afrique du Nord.

Le constructeur est à la recherche de partenaires au sein des institutions publiques, du secteur industriel, des universités et des start-ups. Il s'appuie sur sept centres de recherche et de production répartis dans le monde.

Le deuxième axe concerne des stations d'échange de batteries fonctionnant à l'énergie solaire et dotées de capacités de stockage.
Le conducteur pourrait ainsi remplacer sa batterie déchargée par une batterie pleine en quelques instants, sans subir de longues heures de recharge.

TAILG souhaite impliquer des partenaires marocains dans l'élaboration des normes techniques correspondantes, et propose également des formations, des services de maintenance ainsi qu'une filière de recyclage des batteries.

Le constructeur a lancé l'assemblage de ses premières motos électriques au Kenya en 2021.

Au Ghana, il a collaboré avec Kofa pour développer la moto Jidi à batterie échangeable, dont les premiers exemplaires ont été assemblés localement en 2024.

Le modèle professionnel TK90 est équipé d'un moteur de 3 500 watts, atteint une vitesse de 85 km/h et offre une autonomie annoncée de 100 kilomètres. D'après les tests du fabricant, le système d'échange de batteries permettrait de réduire les coûts d'exploitation de 20 à 30 %.

Goutte ou douleurs articulaires liées au froid : comment reconnaître les signes qui font la différence ?



Unearticulationdouloureuse en hiverne signifie pas nécessairement que le froid est responsable.
Une crise de goutte se caractérise généralement par une douleur brutale et intense, accompagnée d'un gonflement et d'une rougeur.

La localisation des symptômes, leur rapidité d'apparition et leur intensité peuvent aider à distinguer les deux situations.

Une crise de goutte marquée par une douleur soudaine
La goutte est une maladie inflammatoire provoquée par l'accumulation de cristaux d'urate de sodium dans les articulations. Ces dépôts sont favorisés par un excès d'acide urique dans le sang, même si toutes les personnes présentant un taux élevé ne développent pas nécessairement de crise.
Les symptômes apparaissent souvent pendant la nuit et s'intensifient rapidement.

La base du gros orteil est fréquemment touchée, mais la cheville ou le genou peuvent également être concernés. L'articulation devient alors rouge, chaude et gonflée, avec une sensibilité particulièrement importante, parfois même au simple contact d'un drap. Une fièvre peut aussi accompagner l'épisode.
À l'inverse, les douleurs associées à l'arthrose s'installent souvent de manière plus progressive. Elles peuvent se manifester par des raideurs au réveil ou une gêne pendant les mouvements.

L'arthrose peut toutefois provoquer des poussées inflammatoires : les symptômes ne suffisent donc pas toujours à établir un diagnostic.
Le froid peut-il réellement aggraver les douleurs ?
De nombreuses personnes constatent une augmentation de leurs douleurs articulaires lorsque les températures diminuent. Une méta-analyse publiée en 2023 a relevé une association entre le froid et l'intensité des douleurs liées à l'arthrose.
Cependant, les résultats des études restent variables et ne démontrent pas que les basses températures provoquent directement une inflammation.
Une gêne ressentie pendant l'hiver ne permet donc pas, à elle seule, d'identifier son origine.

L'arthrose, la goutte et d'autres affections articulaires peuvent présenter des symptômes qui se ressemblent, mais nécessitent des prises en charge différentes.

Des gestes adaptés à l'origine de la douleur
Le choix entre le chaud et le froid dépend notamment des symptômes. Une poche froide enveloppée dans un linge peut contribuer à soulager une articulation gonflée, tandis qu'une chaleur douce peut aider à détendre des muscles raides.

La glace ne doit jamais être appliquée directement sur la peau.
En dehors des épisodes douloureux, une activité physique adaptée, comme la marche ou les exercices dans l'eau, peut aider à préserver la mobilité en cas d'arthrose. Pour la goutte, un traitement anti-inflammatoire prescrit rapidement permet de limiter les symptômes.

Un traitement de fond peut également être nécessaire afin de réduire durablement le taux d'acide urique et de prévenir les récidives. Une articulation soudainement rouge, chaude, gonflée et très douloureuse nécessite un avis médical rapide.

Il est notamment essentiel d'écarter une infection articulaire, particulièrement si une fièvre est présente.

Le dosage de l'acide urique ne suffit pas toujours à confirmer la goutte, car son taux sanguin peut être normal pendant une crise.

En cas de doute, le médecin peut notamment rechercher la présence de cristaux dans le liquide articulaire.

Brèves Santé & Conso



Chevilles gonflées : comment distinguer une origine veineuse, cardiaque ou rénale ?

Après une journée passée debout ou assis, les chevilles peuvent présenter un œdème, c'est-à-dire une accumulation de liquide dans les tissus. Souvent lié à une mauvaise circulation veineuse, ce gonflement peut aussi être associé à une atteinte cardiaque ou rénale. L'horaire d'apparition et les symptômes qui l'accompagnent donnent quelques indications.
Un gonflement qui s'accentue au fil de la journée, avec une sensation de jambes lourdes ou des varices, peut évoquer une insuffisance veineuse.
Il tend souvent à diminuer après une nuit en position allongée. En revanche, un essoufflement inhabituel, une fatigue marquée ou une prise de poids rapide peuvent orienter vers une insuffisance cardiaque.
Ces signes ne sont toutefois pas spécifiques.

Hypertension : une poignée de fruits à coque par jour associée à un risque réduit de 26 %

Une poignée quotidienne de fruits à coque pourrait être associée à un risque moins élevé d'hypertension. Publiée le 4 août 2026 dans le British Journal of Nutrition, une analyse de huit études prospectives a recensé 20 665 cas d'hypertension parmi 143 380 participants.
Les chercheurs ont observé un risque d'hypertension inférieur de 26 % chez les personnes consommant environ 30 à 35 grammes de fruits à coque par jour, par rapport à celles qui n'en mangeaient pas.
Au-delà de cette quantité, le bénéfice semblait se stabiliser.
Ce chiffre correspond à une réduction relative du risque statistique, et non à une baisse directe de la pression artérielle.





Polyphénols : ces aliments qui intéressent les chercheurs pour protéger l'intestin

Fruits rouges, thé et cacao contiennent des composés végétaux étudiés pour leur rôle dans la barrière intestinale et les défenses immunitaires.

La muqueuse intestinale constitue un rempart contre les agents infectieux, notamment les virus responsables de gastro-entérites.
Des recherches s'intéressent aux polyphénols, présents dans plusieurs aliments du quotidien, et à leur capacité potentielle à renforcer cette barrière naturelle. Mais leur efficacité contre les infections virales reste à confirmer chez l'être humain.

Brèves Santé & Conso



Démence : uneétudebritannique associe un niveau d'éducation élevé à un risque réduit

Une étude britannique, rapportée le 29 octobre 2026 par Al Arabiya, met en évidence une association entre un niveau d'éducation plus élevé et un risque plus faible de développer une démence.
Ces observations renforcent l'hypothèse selon laquelle les apprentissages contribuent à la réserve cognitive, c'est-à-dire la capacité du cerveau à mieux résister aux effets du vieillissement et de certaines maladies neurologiques.
Toutefois, cette association ne signifie pas que les études empêchent directement l'apparition de la démence.

Peau éclatante en automne : les gestes simples pour préserver son hydratation

Avec l'arrivée de l'automne, la baisse des températures, le vent et l'air plus sec peuvent fragiliser la barrière cutanée. Résultat : tiraillements, sécheresse, rougeurs et teint terne deviennent plus fréquents.
Pour préserver l'éclat de la peau, les dermatologues recommandent une routine douce, associant nettoyage non agressif et hydratation quotidienne.
Les soins contenant de la glycérine, des céramides ou de l'acide hyaluronique peuvent notamment contribuer à maintenir l'hydratation et à limiter la perte d'eau. Quelques habitudes suffisent à mieux protéger la peau pendant cette saison. Appliquer une crème hydratante après le nettoyage, éviter les douches trop chaudes et limiter les exfoliations agressives permettent de préserver la barrière cutanée.





Une pilule contre la calvitie ? Un espoir qui se précise

Les tempes qui se dégarnissent, le sommet du crâne qui devient plus visible sur les photos… Quand les cheveux commencent à manquer, les questions prennent vite toute la place.

Faut-il changer de shampoing, essayer une recette de dar ou consulter ?
Une annonce américaine apporte une nouvelle piste : un traitement oral expérimental a donné des résultats encourageants après six mois.

De quoi susciter de l'espoir, à condition de comprendre ce que cette étude démontre réellement.

Cancer de la prostate : une association de traitements offre davantage de temps aux patients



Quand le cancer touche un père, un conjoint ou un frère, chaque avancée compte. Les nouveaux résultats de l'étude PEACE-1 apportent un espoir concret : une association de traitements permet de prolonger la survie de certains patients atteints d'un cancer de la prostate métastatique. Voici ce qu'il faut comprendre, sans jargon ni fausse promesse.

Parler de la prostate, c'est déjà avancer
Au Maroc, parler de la prostate reste parfois délicat. On préfère changer de sujet autour du café, rassurer la famille ou garder ses inquiétudes pour soi.
Pourtant, comprendre la maladie et les possibilités de traitement aide à poser les bonnes questions.

Cancer de la prostate métastatique : que montre l'étude PEACE-1 ?
Un cancer est dit « métastatique » lorsqu'il s'est propagé au-delà de son organe de départ.
L'étude internationale PEACE-1 concerne des hommes dont le cancer de la prostate présentait des métastases dès le diagnostic, tout en restant sensible aux traitements hormonaux.

Présentés au congrès ESMO 2026, les résultats à long terme confirment l'intérêt d'ajouter l'abiratérone à une hormonothérapie et à une chimiothérapie par docétaxel.
Dans le groupe ayant reçu cette triple association, la survie médiane atteignait 6,2 ans, contre 4,4 ans avec l'hormonothérapie et la chimiothérapie seules. À huit ans, environ 40 % des patients étaient encore en vie, contre 27 %.

Presque deux ans de plus : comment comprendre ce chiffre ?
La médiane correspond au moment où la moitié des patients sont encore en vie.
Ce résultat ne signifie donc pas que chaque personne gagnera automatiquement deux années.
L'évolution dépend notamment des caractéristiques de la maladie et de l'état de santé.
Autre précision : il s'agit de nouvelles données sur une association thérapeutique déjà étudiée, plutôt que d'un médicament entièrement nouveau.

Abiratérone : un traitement qui demande un suivi régulier
L'abiratérone réduit la fabrication d'hormones qui peuvent alimenter la croissance du cancer. Administrée en comprimés, elle s'accompagne d'un corticoïde prescrit par le médecin et s'intègre dans une prise en charge précise.
Mais « en comprimés » ne veut pas dire « sans surveillance ». Le traitement peut notamment augmenter la tension, faire baisser le potassium ou perturber le fonctionnement du foie. Des consultations et des analyses permettent de surveiller ces effets et d'adapter la prise en charge.
Pour une famille marocaine concernée, le bon réflexe consiste à demander à l'oncologue si cette association convient au patient, puis à discuter de son accès, de son coût et des modalités de suivi.
L'annonce de résultats internationaux ne renseigne pas, à elle seule, sur les possibilités de prise en charge au Maroc.

Accompagner un proche : les petits gestes qui comptent
Pas besoin de trouver une phrase parfaite. Proposer un trajet jusqu'à l'hôpital, préparer les questions avant une consultation ou simplement écouter peut alléger le quotidien.
Et si votre père ou votre conjoint préfère parler football plutôt que maladie pendant un moment, laissez-lui aussi cette respiration.

Plantesetrecettesmaison : enparleravantdelesutiliser
Les habitudes familiales peuvent apporter du réconfort.
En revanche, aucune tisane ni recette maison ne remplace le traitement du cancer. Avant de prendre une plante ou un complément, mieux vaut en parler à l'équipe soignante pour vérifier sa compatibilité avec les médicaments.

Cette avancée apporte une raison d'espérer, sans effacer les difficultés. Pour les patients et leurs proches, l'essentiel reste une prise en charge adaptée, des informations claires et la possibilité de parler librement.
La pudeur ne devrait jamais empêcher de demander de l'aide.

L'ODJ MÉDIA SATIRE

Tiens, tiens... Trump est devenu silencieux...



Bizarre.